



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 2 NOVEMBRE, 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3513

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN
CHANCELLERIE.

Québec, 28 octobre 1901.

Le vingt-quatrième jour d'octobre mil neuf cent un, J. Cléophas Blouin, écuyer, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour représenter le district électoral de Lévis.

L. G. DESJARDINS,
4073 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du dixième jour d'octobre 1901, de nommer le docteur Louis Eugène Alphonse Claveau, de Chicoutimi, percepteur du revenu de la province, pour le district de Chicoutimi.

4083

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 2nd NOVEMBER, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3514

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN
CHANCERY.

Québec, 28th October, 1901.

The twenty-fourth day of October, one thousand nine hundred and one, J. Cléophas Blouin, esquire, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec, to represent the electoral district of Lévis.

L. G. DESJARDINS,
4074 Clerk of the Crown in Chancery.

Appointment

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth day of October, 1901, to appoint Dr Louis Eugène Alphonse Claveau, of Chicoutimi, collector of inland revenue of the province, for the district of Chicoutimi.

4084

Proclamation

Canada
Province de }
Québec }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.
A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le HUITIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

APTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le HUITIEME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le SEIZIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoïn, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TRENTIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3117

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du vingt-huitième jour d'octobre 1901, incorporant William Starke, marchand, de la cité de Montréal ; Robert Starke, marchand ; Arthur Nathaniel Paxton, tonnelier ; David McGill, teneur de livres, tous trois de la ville de Westmount, et William Jarvis, commis, de la susdite cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir : acquérir, vendre, posséder et louer des limites à bois et moulins à scie, et de les mettre en opération ; manufacturer et faire le com-

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c. To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the EIGHTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the EIGHTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the SIXTEENTH day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this THIRTIETH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

3118

Government Notice

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1901, incorporating William Starke, merchant, of the city of Montreal ; Robert Starke, merchant ; Arthur Nathaniel Paxton, cooper ; David McGill, book-keeper, all three of the town of Westmount, and William Jarvis, clerk, of the city of Montreal aforesaid, for the following purposes, to wit : to acquire, sell, own and lease timber limits and saw mills, and to operate the same ; to manu-

merce de bois et de ses produits ; faire en général les affaires d'une société ; faire toute autre affaire de même nature ou y ayant rapport, sous le nom de "The Starke Coöperage Co.", avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-huitième jour d'octobre 1901.

4085 JOS. BOIVIN,
Sous-Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du 28e jour d'octobre 1901, incorporant Jean dit Jules Rougier, négociant, de la ville de Paris, en France ; Pierre dit Victor Rougier, marchand ; Claude Louis dit Claudius Rougier, commis ; Louis Philéas Méthot, voyageur de commerce ; Gaston Charlebois, teneur de livres ; Louis Philippe Demers, avocat et Conseil du Roi ; Raoul Guillaume de Lorimier, avocat, et Joseph Hector Brodeur, commis, ces sept derniers de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, pour les fins suivantes, savoir :

D'acheter, acquérir, détenir, posséder, avoir en jouissance, louer ou gérer toutes terres, tenements ou biens fonciers qu'elle jugera à propos, situés dans la province de Québec, pour l'importation générale de produits français et autres produits européens, et l'exportation de produits américains.

D'emprunter sur bons ou autrement, d'hypothéquer, aliéner ou disposer des biens de la compagnie, en tout ou en partie, et en acquérir d'autres en remplacement.

D'exercer tous les pouvoirs conférés par la loi corporative des compagnies à fonds social et ses amendements, sous le nom de "Rougier Frères", avec un fonds social de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante actions (750) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province, à Québec, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1901.

4093 JOS. BOIVIN,
Sous-Secrétaire de la province.

No 2700.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire, pour les catholiques seulement, le village de Quyon, comté de Pontiac, sous le nom de "Sainte-Marie de Quyon," avec les mêmes limites que comporte la municipalité du dit village de Quyon.

L'érection de la nouvelle municipalité scolaire, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1902).

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 9 octobre 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Wilfrid Joseph Proulx, écuyer, notaire public, des cité et district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Joseph Simard, notaire public, de la cité de Montréal, qui a volontairement cessé de pratiquer comme notaire public, et de feu Eugène G. Simard, en son vivant notaire public, résidant en la paroisse de Varennes, et pratiquant en la cité de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat, article 3685 des S. R. P. Q.

3851-4 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province

facture and deal in lumber and the products thereof ; to carry on a general coöperage business ; to do any other business of a like nature or incidental to the foregoing, under the name of "The Starke Coöperage Co.", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-eighth day of October, 1901.

4086 JOS. BOIVIN,
Deputy provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the 28th day of October, 1901, incorporating Jean dit Jules Rougier, of the city of Paris, in France, merchant ; Pierre dit Victor Rougier, merchant ; Claude Louis dit Claudius Rougier, clerk ; Louis Philéas Méthot, commercial traveller ; Gaston Charlebois, bookkeeper ; Louis Philippe Demers, advocate and King's Counsel ; Raoul Guillaume de Lorimier, advocate, and Joseph Hector Brodeur, clerk, these latter all of the city of Montreal, in the district of Montreal, for the following purposes, to wit :

To purchase, acquire, hold, possess, enjoy, lease or manage all lands, tenements and real estate that may be deemed proper, situate and being in the province of Quebec, for the purpose of importation generally of french products and other european products, and the exportation of american products.

To borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate to dispose of the properties of the company, wholly or partly, and to acquire others to replace them.

To exercise all the powers given by the Joint Stocks Companies Act, and its amendments, under the name of "Rougier Frères", with a capital stock of seventy-five thousand dollars (\$75,000.00), divided in seven hundred and fifty shares (750) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-ninth day of October, 1901.

4094 JOS. BOIVIN,
Deputy provincial secretary.

No. 2700.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

NOTICE.

Application for the erection of a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality, for catholics only, the village of Quyon, county of Pontiac, by the name of "Sainte Marie de Quyon," with the same limits as belong to the municipality of the said village of Quyon.

The erection of this new school municipality, if it is authorized, should take effect only on the 1st of July next (1902).

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 9th October, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Wilfrid Joseph Proulx, esquire, notary public, of the city and district of Montreal, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Joseph Simard, notary public, of the city of Montreal, who has voluntarily ceased to practice as a notary public, and of the late Eugène G. Simard, in his lifetime notary public, residing in the parish of Varennes, and practicing in the city of Montreal, in virtue of the provisions of the notarial code, article 3685 R. S. P. Q.

3852 ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne peuvent pas retomber sur le public; conséquemment les personnes qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent une passation deront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works, the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and one newspaper in the French language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enacting any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the

officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et on sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3509

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoir ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélevement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le rearpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

3510

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act.—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

“ Les bills pour incorporer des villes ne doivent contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, et spécifier, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. ”

“ Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production. ”

3. Such Notice of shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

" Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) " Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) " Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS
3511 Greffier de l'Assemblée Législative.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) " Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

(b) " A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,
3512 Clerk of the Legislative Assembly

Demandes à la Législature

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que Percy Clare DuBoyce, de la cité de Montréal, clerc notaire, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant la chambre des notaires de la province de Québec, à l'admettre comme un de ses membres après examen.

PERCY CLARE DuBOYCE.
Montréal, 21 octobre 1901. 4011-2

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que Ernest E. Vipond, étudiant en loi, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre comme l'un de ses membres, après examen.

ERNEST E. VIPOND.
Montréal, 2 octobre 1901. 3819-4

Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cette avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1. Le nom collectif proposé de la compagnie sera "La Compagnie d'Imprimerie de Shawinigan Falls".
2. Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

Exercer l'industrie d'imprimeur et éditeur de journaux, ouvrages périodiques et autres publications dans toute la province de Québec ; exercer dans toute la dite province l'industrie d'imprimeur,

Applications to the Legislature

Province of Québec, }
District of Montréal. }

Notice is hereby given that Percy Clare DuBoyce, of the city of Montreal, notarial student, will petition the legislature of the province of Québec, at its next session, for an act authorising the board of notaries of the province of Québec, to admit him as one of its members after examination.

PERCY CLARE DuBOYCE.
Montreal, 21st October, 1901. 4012

Province of Québec, }
District of Montréal. }

Notice is hereby given that Ernest E. Vipond, law student, of Montreal, will petition the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act authorizing the bar of the province of Québec, to admit him as one of its members, after examination.

ERNEST E. VIPOND.
Montreal, 2nd October, 1901. 3820

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for letters patent under the provisions of "the joint stock companies act", incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed name of the company is to be : "La Compagnie d'Imprimerie de Shawinigan Falls".
2. The purposes for which incorporation is sought are :

To carry on the business of printing and publishing newspapers, periodicals and other publications throughout the province of Québec ; to carry on in the said province the business of printer,

graveur, lithographe et relieur en général, dans toutes ses parties.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Shawinigan Falls, dans le district des Trois-Rivières, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinq mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de cent, et le montant de chaque action sera de cinquante piastres.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Charles Horace Flammant, marchand ; Arthur Ernest Paquette, avocat ; Charles Joseph Eugène Charbonneau, notaire public ; Napoléon Rousseau, commerçant ; Théodore Goulet, manufacturier ; Joseph Noé Farley, pharmacien, et Joseph William Aubin, maître de poste, tous du village de Shawinigan Falls, dans la province de Québec. Les dits requérants seront les directeurs provisoires.

A. E. PAQUETTE,
Procureur des Requérants.

4019-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "La Compagnie Co-opérative de cigares de Montréal."

2° L'objet de l'incorporation est de faire, manufacturer et vendre des cigares.

3° Le bureau principal d'affaires de la compagnie proposée, sera dans la cité de Montréal, district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de quinze mille piastres (\$15,000.00).

5° Le nombre d'action sera de trois milles, et le montant de chaque action sera de cinq piastres (\$5.00).

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants, sont comme suit : Adolphe Gariépy, cigarié, de Montréal ; Téléphore Tremblay, cigarié, de Montréal ; Joseph Wolfe, cigarié, de Montréal ; Antoine Gauthier, cigarié, de Montréal ; Hyman Schleifer, cigarié, de Montréal ; Dieudonné Pinsonnault, marchand, de Montréal ; Olier Forget, cigarié, de la paroisse Notre-Dame de Toute Grâce, tous dans le district de Montréal.

Les personnes ci-dessus nommées seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires, lesquels sont résidents en Canada et sujets britanniques.

P. R. GOYET,
Procureur des requérants.

Montréal, 10 octobre 1901.

3907-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionné :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Imperial Syrup Company (Limited)."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) Manufacturer, raffiner et emballer de nouveau des sirops, mélasse, gelées au miel, conserves, confitures, viandes émincées (mince meats), marmelade, sucre (bar sugar) et objets semblables de toute description ;

engraver, lithographer and binder generally, in all its branches.

3. The principal place of business of the said company will be in the village of Shawinigan Falls, in the district of Three Rivers, in the province of Québec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be five thousand dollars.

5. The number of shares will be one hundred, and the amount of each share fifty dollars.

6. The full names, residence and calling of the petitioners are as follows : Charles Horace Flammant, merchant ; Arthur Ernest Paquette, advocate ; Charles Joseph Eugène Charbonneau, notary public ; Napoléon Rousseau, trader ; Théodore Goulet, manufacturer ; Joseph Noé Farley, druggist, and Joseph William Aubin, postmaster, all of the village of Shawinigan Falls, in the province of Québec. The said petitioners will be the *interim* directors.

A. E. PAQUETTE,
Attorney for petitioners.

4020

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be "The Montreal Cigars Co-operative Company."

2. The object for which incorporation is sought is to make, manufacture and sell cigars.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, district of Montreal, in the province of Québec.

4. The capital stock of said company is to be the sum of fifteen thousand dollars (\$15,000.00).

5. The number of shares will be of three thousand, of five dollars (\$5.00) each.

6. The names in full, address and calling of each of the applicants, are as follows : Adolphe Gariépy, cigar-maker, of Montreal ; Téléphore Tremblay, cigar-maker, of Montreal ; Joseph Wolfe, cigar-maker, of Montreal ; Antoine Gauthier, cigar-maker, of Montreal ; Hyman Schleifer, cigar-maker, of Montreal ; Dieudonné Pinsonnault, merchant, of Montreal ; Olier Forget, cigar-maker, of the parish of Notre-Dame de Toute Grâce, all in the district of Montreal.

The above named persons shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are residents in Canada and are British subjects.

P. R. GOYET,
Attorney for applicants.

Montreal, 10th October, 1901.

3908

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Imperial Syrup Company (Limited)."

2. The objects for which such incorporation is sought, are :

(a) To manufacture, refine and repack syrups, molasses, honey jellies, jams, preserves, mince-meats, marmalade, bar-sugar and like commodities of every description ;

(b) Manufacturer des barils, boîtes, caques, sacs, boîtes d'étain, et toute sorte d'emballage ;

(c) Importer, exporter, vendre, manufacturer les objets ci-dessus mentionnés et en faire le commerce ;

(d) Agir comme agents et facteurs en rapport à l'achat, vente, réception et disposition de marchandise de toute description ;

(e) Faire toutes autres affaires (soit de manufacture ou autrement), dont la compagnie pourra être capable de conduire avantageusement, en rapport avec les susdits objets, ou calculées, directement ou indirectement pour augmenter la valeur d'icelles, ou rendre profitable toute propriété ou tous droits de la compagnie ;

(f) Acquérir et entreprendre toute ou aucune partie des affaires, propriété et engagements de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée de faire, ou ayant une propriété convenable pour les objets de cette compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de vingt-cinq mille, et le montant de chaque action sera d'une piastre.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Frederick Welker, marchand, de la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie Anglaise ; Joshua Collitt Rose, marchand, de la ville de Westmount, dans le dit district de Montréal ; William Stirling Lafamme, marchand, de la dite ville de Westmount ; William Welker, marchand, de la dite cité de Montréal, et Alexander Stearns McCormick, étudiant, de la dite ville de Westmount.

7° Les susdits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents en Canada, et la majorité est sujets de Sa Majesté le Roi.

McCORMICK & MOFFAT,
Procureurs des requérants.

Montréal, 1er octobre 1901. 3811-4

Province de Québec, }
District de Montréal } Cour Supérieure.
No 1111.

Dame Agnès Lanin, épouse commune en biens de Alphonse Ledoux, voiturier, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dit district, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Alphonse Ledoux, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens, a été instituée en cette cause, le 5 octobre 1901.

ADAM & MATHIEU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 12 octobre 1901. 4037-2

District de Montréal.—Cour Supérieure.
No 2531.

Dame Melina Belec, de Montréal, épouse de Pierre Beliale, maçon, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Pierre Beliale, Défendeur.
Une action en séparation de biens est instituée en cette cause.

LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 11 octobre 1901. 3903-3

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Saint-François. }

Avis est par le présent donné que Dame Martha A. Putney, du canton de Hatley, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de James E. Webster, du dit canton de Hatley, charpentier, a

(b) To manufacture barrels, boxes, kegs, sacks, cans and any and every kind of package ;

(c) To import, export, trade in, sell, manufacture and deal in the above mentioned commodities ;

(d) To act as agents and factors in relation to the purchase, sale, receipt and disposition of merchandise of any description ;

(e) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on, in connection with the above, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights ;

(f) To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person of company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be twenty-five thousand dollars.

5. The number of shares will be twenty-five thousand, and the amount of each share will be one dollar.

6. The names in full and the address and calling or each of the applicants are as follows : Frederick Welker, of the city of Vancouver, in the province of British Columbia, merchant ; Joshua Collitt Rose, of the town of Westmount, in said district of Montreal, merchant ; William Stirling Lafamme, of said town of Westmount, merchant ; William Welker, of the said city of Montreal, merchant, and Alexander Stearns McCormick, of the said town of Westmount, student.

7. That the above applicants are to be the first or provisional directors of the said company, that all reside in Canada, and the majority of them are subjects of His Majesty the King.

McCORMICK & MOFFAT,
Attorneys for applicants.

Montreal, 1st October, 1901. 3812

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 1111.

Dame Agnès Lanin, wife common as to property of Alphonse Ledoux, carriage-maker, of the city of Montreal, said district, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.

The said Alphonse Ledoux, of the same place, Defendant.

An action for separation of property, has been instituted in this cause, on the 5th of October, 1901.

ADAM & MATHIEU,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 12th October, 1901. 4038

District of Montreal.—Superior Court.
No. 2531.

Dame Melina Belec, of Montreal, wife of Pierre Beliale, mason, of the same place, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs.

The said Pierre Beliale, Defendant.
An action for separation of property is instituted in this cause.

LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 11th October, 1901. 3904

Canada, }
Province of Quebec, } Superior Court.
District of St. Francis. }

Notice is hereby given that Dame Martha A. Putney, of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, wife commune en biens of James E. Webster, of the said township of Hatley, carpen-

institué, ce jour, une action en séparation des biens contre le dit James E. Webster.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 25 septembre 1901. 3815-4

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de St-François. }
No 265.

Avis est par le présent donné que Dame Ella Jane Weston, du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Cyrille E. Weyland, du dit canton de Dudswell, dans le dit district, commis voyageur, le vingt-troisième jour de septembre dernier, a institué une action en séparation de biens contre le dit Cyrille E. Weyland.

J. LEONARD,
Procureur de la demanderesse.
Daté, 5 octobre 1901. 3841 4

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No. 2545.

Dame Mary Mattassar, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Poplinger, du même lieu, marchand
Demanderesse ;

vs.
Le dit Samuel Poplinger, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

STEPHENS & HUTCHINS,
Procureurs de la demanderesse.
Montreal, 11 septembre 1901. 3833-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 377.
Dame Marie Louise Gohier, épouse commune en biens de Hormisdas Beaulieu, marchand, de la paroisse de Sainte-Rose, dans le district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Hormisdas Beaulieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le neuvième jour d'octobre mil neuf cent un.

RASTIEN, BERGERON & COUSINEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 10 octobre 1901. 3895-4

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } Cour Supérieure.—Hull.
No 315.
Dame Eva Maria Clancy, épouse de William Farrell, du canton de Wakefield, dans le district d'Ottawa, cultivateur,
Demanderesse ;

vs.
Le dit William Farrell, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été prise le 8 octobre courant, en cette cause.

BROOKE & CHAUVIN,
Procureurs de la demanderesse.
Hull, 8 octobre 1901. 3867-4

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } Cour Supérieure.
No 777.

Dame Sophie Poirier, de la ville de Salaberry de Valleyfield, épouse de J. Cyrille Choquette, marchand, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

BROSSOIT & BROSSOIT,
Avocats de la demanderesse.
Beauharnois, 30 septembre 1901. 3795-5

ter, has, this day, instituted an action en séparation de biens against the said James E. Webster.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 25th September, 1901. 3816

Canada, }
Province of Quebec, } Superior Court.
District of St. Francis. }
No. 265.

Notice is hereby given that Dame Ella Jane Weston, of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Cyrille E. Weyland, of the said township of Dudswell, in said district, commercial traveller, did, on the twenty-third day of September last past, institute an action en séparation de biens against the said Cyrille E. Weyland.

J. LEONARD
Attorney for plaintiff.
Dated, 5th October, 1901. 38 2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 2545.

Dame Mary Mattassar, of the city of Montreal, in the district of Montreal, wife common as to property of Samuel Poplinger, of the same place, merchant,
Plaintiff ;

vs.
The said Samuel Poplinger, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted herein.

STEPHENS & HUTCHINS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 11th September, 1901. 3834

Province of Quebec, }
District of Montreal, } Superior Court.
No. 377.

Dame Marie Louise Gohier, wife common as to property of Hormisdas Beaulieu, merchant, of the parish of Sainte Rose, in the district of Montreal, and duly authorized à ester en justice,
Plaintiff ;

vs.
The said Hormisdas Beaulieu, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the ninth day of October nineteen hundred and one.

BASTIEN, BERGERON & COUSINEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 10th October, 1901. 3896

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } Superior Court.—Hull.
No. 315.

Dame Eva Maria Clancy, wife of William Farrell, of the township of Wakefield, in the county and district of Ottawa, farmer,
Plaintiff ;

vs.
The said William Farrell, Defendant.
An action in separation of property has, this day, been instituted in this cause.

BROOKE & CHAUVIN,
Attorneys for plaintiff.
Hull, 8th October, 1901. 3868

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } Superior Court.
No. 777.

Dame Sophie Poirier, of the town of Salaberry of Valleyfield, wife of J. Cyrille Choquette, merchant, of the same place, has, this day, instituted an action in separation of property against her said husband.

BROSSOIT & BROSSOIT,
Attorneys for plaintiff.
Beauharnois, 30th September, 1901. 3796

Cour Supérieure—District de Montréal.
No 1065.

Dame Corinne Dansereau a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Tancrède Dansereau, commerçant, tous deux de la cité de Montréal.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 24 septembre 1901. 3813-3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Sadie Alzady Heath, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, épouse de Frederick Everett Yertaw, de la dite ville de Magog, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Frederick Everett Yertaw, son dit mari.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 7 octobre 1901. 3873-4

Cour Supérieure.—District de Bedford.
No 6847.

Dame Alice Cadieux a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Hormidas Girard, voiturier, de la ville Farnham.

J. S. POULIN,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 24 septembre 1901. 3749-5

AVIS

Dame Alberta Welch, de Foster, district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, a institué à la cour supérieure de ce district, le 16 octobre 1901, une action en séparation de biens contre son mari, Walter E. Colburn, aussi de Foster.

M. MAILHOT,
Procureur de la demanderesse.
Sweetsburgh, 16 octobre 1901. 4047-2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Ernest Landry, Failli.
Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli, par l'Honorable juge Davidson, en date du 28 octobre 1901.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à notre bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Curateurs conjoints.
Montréal, 28 octobre 1901. 4077

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 387.

Dame Rosa A. Maheux, Demanderesse ;

Thomas E. Maheux, Défendeur.
Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au vingt-unième jour de novembre 1901, après laquelle date les dividendes seront payables dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints.
Sherbrooke, 31 octobre 1901. 4087

Superior Court.—District of Montreal.
No. 1065.

Dame Corinne Dansereau has, this day, sued her husband, Tancrède Dansereau, trader, of Montreal in separation as to property.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 24th September, 1901. 3814

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
Sadie Alzady Heath, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, wife of Frederick Everett Yertaw, of the said town of Magog, has, this day, instituted an action of separation as to property against the said Frederick Everett Yertaw, her said husband.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 7th October, 1901. 3874

Superior Court.—District of Bedford.
No. 6847.

Dame Alice Cadieux has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Hormidas Girard, of the town of Farnham, carriage maker.

J. S. POULIN,
Attorney for plaintiff.
Sweetsbury, 24th September, 1901. 3750

NOTICE

Dame Alberta Welch, of Foster, district of Bedford, duly authorized to *ester en justice*, has, the 16th day of October instant, to the superior of this court district, instituted an action in separation of property against her husband, Walter E. Colburn, also of Foster.

M. MAILHOT,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburgh, 16th October, 1901. 4048

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Ernest Landry, Insolvent.
We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators to above named insolvent estate, by Honorable judge Davidson, on the 28th of October, 1901.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at our office, if they have not already done so, No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Joint curators.
Montreal, 28th October, 1901. 4078

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 387.

Dame Rosa A. Maheux, Plaintiff ;

Thomas E. Maheux, Defendant.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the twenty-first day of November, 1901, after which date dividends will be payable at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.
Sherbrooke, 31st October, 1901. 4088

Province de Québec, }
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Barthelemi Girard, de Saint-Fulgence, Failli.
 Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le 19 novembre prochain, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, rue Racine, Chicoutimi.

M. O. BOSSÉ,
 Curateur.
 4069

Chicoutimi, 28 octobre 1901.

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No. 87.
 Dans l'affaire de C. Richard & Cie, (Alphonsine Richard), Sainte-Anne de la Pérade, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite insolvable.
 Les créanciers de l'insolvable sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, Nos. 513-515, rue Saint-Valier, dans un délai de trente jours à compter de cet avis.

NAZAIRE FORTIER
 Curateur.
 4081

Quebec, 26 octobre 1901.

Province de Québec, }
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
 In re Charles St Laurent, de Chicoutimi, Failli.
 Avis public est donné que j'ai été, ce jour, nommé curateur en cette affaire.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous trente jours de la date de cet avis.

M. O. BOSSE,
 Curateur.
 4071.

Chicoutimi, 26 octobre 1901.

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Bedford. }
 No. 135.

In re Honorable Alfred A. Thibaudeau et al,
 Créanciers demandeurs ;
 vs
 Alfred Paré, Débitteur détenteur ;
 et

Joseph Léopold Dozois, Curateur.
 Avis est donné que le vingt-cinquième jour du mois d'octobre courant, 1901, le sousigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Alfred Paré, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées, sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

Daté au village de Granby, Québec, ce 28ième jour d'octobre mil neuf cent un.

4089 J. L. DOZOIS,
 Curateur.

Règle de Cour

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure, pour le Bas-Canada.*
 No 2332.

Le dix-huitième jour d'octobre mil neuf cent-un.

Dame H. Turgeon, Demanderesse ;

vs. P. C. Shannon *és qualité et al.*, Défendeurs ;

et Dame M. T. Shannon, Opposante ;

et La Demanderesse, Contestante.

Sur ordre de cette cour, donné le dix-huitième

Province of Quebec, }
 District of Chicoutimi. } *Superior Court*
 In the matter of Barthelemi Girard, of Saint-Fulgence, Insolvent.

Notice is hereby given that a final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Tuesday, 19th November next, after which date dividends will be payable at my office, Racine street, Chicoutimi.

M. O. BOSSÉ,
 Curator.
 4070

Chicoutimi, 28th October, 1901.

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 87.
 In the matter of C. Richard & Cie., (Alphonsine Richard), Sainte Anne de la Pérade, Insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the court, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

The creditors of the insolvent are required to file their claims at my office, Nos. 513-515, Saint Valier street, within a delay of thirty days from the date of this notice.

NAZAIRE FORTIER,
 Curator.
 4082

Quebec, 26th October, 1901.

Province of Quebec, }
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
 In re Charles St Laurent, of Chicoutimi, Insolvent.

Public notice is hereby given that I have, this day, been appointed curator in this matter.

Claims must be filed at my office within thirty days from this notice.

M. O. BOSSE,
 Curator.
 4072

Chicoutimi, 26th October, 1901.

Canada, }
 Province of Québec, } *Superior Court.*
 District of Bedford. }
 No. 135.

In the matter of Honorable Alfred A. Thibaudeau et al,
 Creditors plaintiffs ;
 vs.
 Alfred Paré, Debtor defendant ;
 and

Joseph Leopold Dozois, Curator.
 Notice is hereby given that on the twenty-fifth day of the month of October instant, 1901, the undersigned has been appointed by an order of the court, curator to the estate of said Alfred Paré, who has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors.

The claims against said insolvent estate duly attested, under oath, must be filed in my hands within thirty days from this notice.

Dated at the village of Granby, Québec, this 28th day of October, one thousand nine hundred and one.

4090 J. L. DOZOIS,
 Curator.

Rule of Court

Province of Quebec. }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2332.

On the eighteenth day of October, nineteen hundred and one.

Dame H. Turgeon, Plaintiff ;

vs. P. C. Shannon *és qualité et al.*, Defendants ;

and Dame M. T. Shannon, Opponent ;

and The Plaintiff, Contestant.

Upon order of this court on the eighteenth day

jour d'octobre 1901, les créanciers du dit défendeur, *es-qualité*, P. C. Shannon, un des défendeurs en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnés d'un état ou compte assermenté, en conformité aux articles 673 du code de procédure civile.

4025.2

L. D. GAREAU:
Député P. C. S.

Licitations

Province de Québec,
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6763.

Avis public est par le présent donné, que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, dans le district de Bedford, siégeant au village de Sweetsburg susdit, le quatorzième jour d'octobre courant (1901), dans une cause sous le numéro 6763, dans laquelle George Mitchell et Daniel H. Rosenberger, cultivateurs, tous deux de la paroisse de Saint-Armand Ouest, dans le district de Bedford; et Laura Mitchell, de la ville de Highgate, dans l'état de Vermont, un des états-unis d'Amérique, épouse séparée quant au biens de Burton Dymond, cultivateur, de Highgate susdit, et dûment autorisée de son dit époux aux fins des présentes; et le dit Burton Dymond aux fins d'autoriser sa dite épouse à ester en justice en cette cause, sont Demandeurs; et Marshall J. Olds, de la ville de East Berkshire, dans l'état de Vermont; Everett Olds, de la ville de Burlington, dans l'état de Vermont; Lucia Olds, de la ville de East Highgate, dans l'état de Vermont, épouse d'Alvey H. Spears, cultivateur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Caroline Olds, de la cité de Minneapolis, dans l'état de Minnesota, épouse d'Antony Kennedy, procureur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Arabella Olds, de la cité de Chicago, dans l'état de l'Illinois, épouse de Van Buren Soule, voiturier, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Martha Olds, de Menlo Park, dans l'état de Californie, épouse d'Orrin N. Reynolds, marchand, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Elizabeth *alias* Libbie Olds, de la ville de Franklin, état de Vermont, épouse de George Anderson, cultivateur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Helen Olds, de Cedar Rapids, état de Iowa, épouse de Helmer Higley, bourgeois, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; et Frederick Olds, de Minneapolis, état de Minnesota, tous dans les états-unis d'Amérique, sont Défendeurs, ordonnant la vente par licitation d'un certain immeuble décrit comme suit, savoir:

Un lot de terre situé dans la dite paroisse de Saint-Armand-Ouest, formant partie du lot numéro cent vingt-quatre (124), arpentage primitif, maintenant connu et désigné sur les plan et livre de renvoi de la dite paroisse comme lot numéro cent quarante (140)—avec les bâtisses sus-érigées, contenant environ cent un (101) acres.

La propriété ci-dessus décrite sera mise à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, le ONZIÈME jour de DECEMBRE 1901, à UNE heure de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice dans le dit village de Sweetsburg; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges

of October, 1901, the creditors of the said P. C. Shannon *es-qualité*, one of the defendants in this cause, who has not yet filed their claims are now call to file them in this cause, at the prothonotary's office of this court, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice, in the *Official Gazette of Québec*, with a statement or sworn account, according to articles 673 of the code of civil procedure.

4026

L. D. GAREAU,
Dep. P. S. C.

Licitations

Province of Quebec,
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6763.

Public notice is hereby given, that under and by virtue of a judgment of the superior court for the province of Quebec, in the district of Bedford, sitting at the village of Sweetsburg thereon, on the fourteenth day of October instant (1901), in a cause under number 6763, in which George Mitchell and Daniel H. Rosenberger, farmers, both of the parish of Saint Armand West, in the district of Bedford; and Laura Mitchell, of the town of Highgate, in the state of Vermont, one of the united states of America, wife separate as to property of Burton Dymond, of said Highgate, farmer, and duly authorized by her said husband for the purposes hereof; and the said Burton Dymond to authorize his said wife *à ester en justice* herein, are Plaintiffs; and Marshall J. Olds, of the town of East Berkshire, in the state of Vermont; Everett Olds, of the town of Burlington, in the state of Vermont; Lucia Olds, of the town of East Highgate, in the state of Vermont, wife of Alvey H. Spears, of the same place, farmer, the latter for the purpose of authorizing his said wife herein; Caroline Olds, of the city of Minneapolis, in the state of Minnesota, wife of Antony Kennedy, of the same place, attorney, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein; Arabella Olds, of the city of Chicago, in the state of Illinois, wife of Van Buren Soule, of the same place, carriage manufacturer, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein; Martha Olds, of Menlo Park, in the state of California, wife of Orrin N. Reynolds, of the same place, merchant, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein; Elizabeth *alias* Libbie Olds, of the town of Franklin, in the state of Vermont, wife of George Anderson, of the same place, farmer, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein; Helen Olds, of Cedar Rapids, in the state of Iowa, wife of Helmer Higley, of the same place, gentleman, and the latter for the purpose of authorizing his said wife to these presents, and Frederick Olds, of Minneapolis, in the state of Minnesota, all in the united states of America, are Defendants, ordering the sale by way of licitation of certain immovable property described as follows, to wit:

A lot of land situate in said parish of Saint Armand West, forming part of lot number one hundred and twenty-four (124), primitive survey, and now known and designated on the plan and book of reference of the said parish as lot number one hundred and forty (140)—and the buildings thereon erected, containing about one hundred and one (101) acres.

The property above described will be put up to auction and adjudicated to the last and highest bidder, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, (1901), at the hour of ONE of the clock in the afternoon, sitting the said court, in the court room, of the court house, at the said village of Sweetsburg; subject to the charges, clauses and

déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

S. CONSTANTINEAU,
Procureur des demandeurs.
Sweetsburg, 14 octobre 1901. 4075
[Première publication, 2 novembre 1901.]

Province de Québec, }
District de Richelieu. } Cour Supérieure.
No 4338 }

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Sorel, dans le district de Richelieu, le 19 octobre courant 1901, dans une cause dans laquelle Louis Gustave Lapalisse, cultivateur, de la paroisse de Saint-Aimé, dans le district de Richelieu, et provisoirement absent de cette province, aux Etats-Unis d'Amérique, est Demandeur; et Clémentine Laplante, épouse de Josaphat Cyr, et le dit Josaphat Cyr, tant pour lui-même que pour autoriser sa dite épouse, Flore Laplante, fille majeure usant de ses droits, et Dame Aurélie St-Germain, veuve de feu Antoine Laplante, tous ci-devant de la paroisse de Saint-Aimé, dit district de Richelieu, maintenant de Taunton, dans l'état du Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant savoir :

Un lopin de terre situé dans la paroisse de Saint-Aimé, dans le district de Richelieu, sur le rang du bord de l'eau, connu et désigné sous le No 551, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Aimé, contenant un arpent et cinq perches de front sur trente et un arpents et quatre perches de profondeur, formant quarante-sept arpents et dix perches en superficie; tenant devant à la rivière Yamaska, en profondeur aux terres du rang Thierçant, d'un côté à Paul Morais ou représentant, et de l'autre côté à Pierre Rivard Dufresne ou représentants—avec bâtisses y érigées.

Le dit immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le CINQ DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin, cour tenante, dans la salle d'audience, au palais de justice, à Sorel; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

ETHIER & LEFEBVRE,
Avocats du demandeur.

Sorel, 22 octobre 1901. 4061 2
[Première publication, 26 octobre 1901.]

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le 2 octobre 1901, dans une cause dans laquelle Marie Eva Océilia Sénécal, fille ma-

conditions contained in the list of charges, *cahier des charges*, deposited in the office of the prothonotary of said court, and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within six days next, after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,
P. S. C.

S. CONSTANTINEAU,
Attorney for plaintiffs.
Sweetsburg, 14th October, 1901. 4076
[First published, 2nd November, 1901.]

Province of Quebec, }
District of Richelieu, } Superior Court.
No. 4338 }

LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Sorel, in the district of Richelieu, on the 19th October instant, 1901, in a cause wherein Louis Gustave Lapalisse, of the parish of Saint Aimé, farmer, in the district of Richelieu, and actually absent of this province, to the United States of America, is Plaintiff; and Clémentine Laplante, wife of Josaphat Cyr, and the said Josaphat Cyr, as well personally as to authorize his said wife, Flore Laplante, spinster, and Dame Aurélie Saint Germain, widow of late Antoine Laplante, all heretofore of the parish of Saint Aimé, said district of Richelieu, and now of Taunton, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, are Defendants, ordering the licitation of the following immovable, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint Aimé, in the district of Richelieu, on the range fronting the river, known and designated under No. 551, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Aimé, containing one arpent and five perches in front by thirty-one arpents and four perches in depth, forming forty-seven arpents and ten perches in area; bounded in front to the river Yamaska, in depth to the lands of range Thierçant, on one side to Paul Morais or representatives, and on the other side to Pierre Rivard-Dufresne or representatives—with buildings thereon erected.

The said immovable above described will be put up for sale and adjudicated to the last and highest bidder, on the FIFTH DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room, in the court house of Sorel; subject to the clauses, charges and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be deposited in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be deposited in the said office within the six days following the adjudication, and failing the parties to deposit such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

ETHIER & LEFEBVRE,
Plaintiff's attorneys.

Sorel, 22nd October, 1901. 4062
[First published, 26th October, 1901.]

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Saint John, in the district of Iberville, on the 2nd day of October, 1901, in the cause in which Marie Eva

jeune et usant de ses droits, de la paroisse de Saint-Isidore, dans le district de Montréal, est Demanderesse ; et Adélarde Senécal, journalier, de la cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs issus du mariage de Hormidas Senécal avec feu Sophranie Poissant ; Joseph Emile Poissant, de la paroisse de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, et Solomon Lanctôt, cultivateur ; de la paroisse de Saint-Constant, dans le district de Montréal, en sa qualité de curateur à la substitution créée par la donation contenue dans le contrat de mariage passé entre feu Jean-Baptiste Poissant et Dame Henriette Lériger de Laplante, le 31 mars 1856, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Rémi, contenant trois arpents et six pieds de largeur sur trente arpents de profondeur ; tenant devant au chemin de la côte Sainte-Thérèse, derrière au trait-quarré des terres de la côte appelée "La Branche," d'un côté au nord-est à la propriété des représentants de feu Jean-Baptiste Perras, de l'autre côté au sud-ouest à la propriété de Hubert Poupart—avec une maison, une grange et autres bâtisses dessus construites ; à distraire, néanmoins, la portion de cette terre occupée par le chemin fer de Montréal et New-York, le dit immeuble connu et désigné sous le No onze (11), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Rémi.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DEUXIEME jour de DECEMBRE 1901, à DIX heures et DEMIE du matin, cour tenante, dans la salle d'audience, au palais de justice à Saint-Jean, dans le dit district d'Iberville, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charge déposé au greffe du protonotaire de la dite cour et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Jean, 8 octobre 1901. 3857.2
[Première publication 12 octobre 1901].

Province de Québec, }
District de Bedford. } Cour Supérieure.
No 6767. }

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, dans le district de Bedford, siégeant dans le village de Sweetsburg, dit district, le 23e jour de septembre dernier (1901), dans une cause sous le numéro 6767, dans laquelle Harlow E. Teel, cultivateur, du canton de Dunham, dans le district de Bedford, est Demandeur, et Charles Teel, de Tacoma, dans l'état de Washington, un des Etats-Unis d'Amérique ; Dame Sarah Jane Teel, du dit canton de Dunham, épouse commune en biens de Abraham Lampman, du même lieu, et le dit Lampman pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Lucy Teel, de la partie est du canton de Dunham, dans le dit district de Bedford, épouse commune en biens de Henry Wright, du même lieu, et le dit Wright pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Merilla Teel, du village de Cowansville, dans le dit district de Bedford, épouse commune en biens de John Bell, du même lieu, et le dit Bell pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Emily Teel, du dit canton de Dunham, épouse commune en biens de James Dryden, du même lieu, et le dit Dryden

Cécilia Senécal, spinster having the full use of her rights, of the parish of Saint Isidore, in the district of Montreal, is Plaintiff ; and Adélarde Senécal, laborer, of the city of Saint Henry, in the district of Montreal, in his capacity of tutor to the minor children born by the marriage of Hormidas Senécal with the late Sophranie Poissant ; Joseph Emile Poissant, of the parish of Saint Rémi, in the district of Iberville, and Solomon Lanctôt, farmer, of the parish of Saint Constant, in the district of Montreal, in his capacity of curator to the substitution created by the donation contained in the marriage contract passed between the late Jean-Baptiste Poissant and Dame Henriette Lériger de Laplante, on the 31st day of March, 1856, are Defendants, ordering the licitation of a certain immoveable described as follows, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint Rémi, containing three acres and six feet in width and thirty acres in depth ; bounded in front by the road of La Côte Sainte Thérèse, in rear to the *trait-quarré* of the lands of La Côte called "La Branche," on one side at the north east to the property of the representatives of the late Jean Baptiste Perras, on the other side to the south-west to the property of Hubert Poupart—with a house, one barn and other buildings thereon erected ; to withdraw, nevertheless, the portion of the said land occupied by the Montreal and New-York Railway, the said immoveable known and designated under the number eleven (11), upon the official plan and the book of reference of the said parish of Saint Rémi.

The property above described will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SECOND day of DECEMBER, 1901, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house, in Saint John, in the said district of Iberville, subject to charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Attorneys for plaintiff.

Saint John, 8th October, 1901. 3858
[First published, 12th October, 1901.]

Province of Québec, }
District of Bedford. } Superior Court.
No 6767. }

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court for the province of Québec, in the district of Bedford, sitting at the village of Sweetsburg therein, on the twenty-third day of September last (1901), in a cause number 6767, in which Harlow E. Teel, of the township of Dunham, in said district of Bedford, farmer, is Plaintiff, and Charles Teel, of Tacoma, in the state of Washington, one of the United States of America ; Dame Sarah J. Teel, of the said township of Dunham, wife common as to property of Abraham Lampman, of the same place, and the said Lampman for the purpose of hereto authorizing his said wife : Dame Lucy Teel, of the east part of the township of Farnham, in said district of Bedford, wife common as to property of Henry Wright, of the same place, and the said Wright for the purpose of authorizing his said wife ; Dame Merilla Teel, of the village of Cowansville, in said district of Bedford, wife common as to property of John Bell, of the same place, and the said Bell for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Emily Teel, of the said township of Dunham, wife common as to property of James

pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Melicent Teel, du canton de Hatley, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Thomas Morrison, du même lieu, et le dit Morrison pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Helen Teel, de Haverhill, dans l'état de Massachusetts, un des dits Etats-Unis d'Amérique, épouse commune en biens de John Connolly, du même lieu, et le dit Connolly pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Minnie Webb, de la paroisse de Saint-Armand Est, dans le dit district de Bedford, femme majeure et usant de ses droits ; Arthur Wedd, du village de Frelighsburg, dans le dit district de Bedford, et George Webb, de Richford, dans l'état de Vermont, un des Etats-Unis d'Amérique, sont Défendeurs, ordonnant la vente par licitation d'une certaine propriété immobilière, décrite comme suit, à savoir :

Les lots ou morceaux de terre comme étant les lots numéros 622 et 623, des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham.

Et par et en vertu d'un autre jugement de la dite cour rendu le 3e jour d'octobre courant (1901), les jour, heure et lieu de la vente des dits lots ont été dûment fixés.

La propriété ci-dessus décrite sera mise à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZIEME jour de NOVEMBRE prochain (1901), à UNE heure de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans le susdit village de Sweetsburg, dans le dit district ; sujette aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe de protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra déposer au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

J. C. McCORKILL,
Procureur du dit demandeur.
Sweetsburg, 4 octobre 1901. 3821-2
[Première publication, 12 octobre 1901.]

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir : } JOHN JOHNSON,
No 766. } Demandeur ; contre
JAMES CARROLL, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Drummondville, contenant soixante-six pieds de front sur cent trente-deux pieds de profondeur, et borné en front au nord-ouest au chemin Saint-George, en arrière au sud à Louis Blanchette, au nord-est à Dame P. N. Dorion, et au sud-ouest à Ephrem Archambault, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-quatre (84), du cadastre officiel pour la dite ville de Drummondville.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric de Drummondville, le TROIS

Dryden, of the same place, and the said Dryden for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Melicent Teel, of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Thomas Morrison, of the same place, and the said Morrison for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Ellen Teel, of Haverhill, in the state of Massachusetts, one of the said United States of America, wife common as to property of John Connolly, of the same place, and the said Connolly for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Minnie Webb, of the parish of Saint Armand East, in said district of Bedford, spinster of the full age of majority, and in the exercise of her civil rights ; Arthur Webb, of the village of Frelighsburg, in said district of Bedford, and George Webb, of Richford, in the state of Vermont, one of the United States of America, are Defendants, ordering the sale, by way of licitation, of a certain immovable property described as follows, to wit :

The lots or parcels of land known as lots numbers 622 and 623, of the official plan and book of reference of the said township of Dunham.

And by another judgment of said court, rendered on the 3rd day of October instant (1901), the time and place for the sale of the said lots were duly fixed.

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next (1901), at the hour of ONE of the clock in the afternoon, sitting the said court, in the court room of the court house, at the village of Sweetsburg aforesaid, in said district : subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, *cahier des charges*, deposited in the office of said court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to said licitation, must be filed in the office of the protonotaire of the said court twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,
P. S. C.

J. C. McCORKILL,
Attorney for said Plaintiff.
Sweetsburg, 4th October, 1901. 3822
[First published, 12th October, 1901.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Drummond.

Arthabaska, to wit : } JOHN JOHNSON, Plaintiff;
No. 766. } against JAMES CARROLL, Defendant.

An emplacement in the town of Drummondville, containing sixty-six feet in front by one hundred and thirty-two feet in depth, and bounded frontally to the north west by the Saint George road, in the rear southerly by Louis Blanchette, north easterly by Dame P. N. Dorion, and south westerly by Ephrem Archambault, known and distinguished under number eighty-four (84), of official cadastre for said town of Drummondville.

To be sold at the parochial church door of Saint Frederick of Drummondville, on the THIRD day

SIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 31 octobre 1901. 4121
[Première publication, 2 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **DEMOISELLE GEOR-**
No 3225. } **GIANA MERCIER,**
Demanderesse; contre **NAPOLEON ST-HILAIRE**
ALIAS SAINT-HILAIRE, et Charles Bernier, curateur au délaissement fait en cette cause par le Défendeur.

Immeubles saisis sur le curateur, savoir :

1° Un terrain contenant quatre arpents et cinq perches de front sur huit arpents et sept perches de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Elzéar, sous le numéro trois cent onze (311)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une terre de trois arpents et cinq perches de front sur environ vingt-huit arpents de profondeur, connue et désignée sous les numéros quatre cent quinze et quatre cent seize A (415 et 416 A), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Elzéar—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elzéar de la Beauce, le **QUATRIÈME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 26 octobre 1901. 4079
[Première publication, 2 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **DAME EULALIE BOIS-**
District de Bedford, } **VERT,** Demanderesse ;
No 133. } contre **WILLIAM RAY-**
MOND LEFEBVRE, débiteur, Défendeur ; et
Henry E. Allen, Curateur.

1° Un lot de terre ou emplacement situé sur la rue Principale, dans la ville de Waterloo, dans le district de Bedford, étant le lot quatre-vingt-quatorze (94), des plan et livre de renvoi officiels du village, maintenant la ville de Waterloo, dans le dit district—avec un magasin sus-érigé, contenant 4230 pieds, mesure anglaise.

2° Un lot de terre ou emplacement situé sur la rue Nord, dans la ville de Waterloo, district de Bedford, composé du lot cinquante-deux (52), et les douze (12) pieds est en largeur sur la profondeur du lot cinquante-trois (53), des plan et livre de renvoi

of **DECEMBER** next, at **TEN** oclock in the morning.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 31st October, 1901. 4122
[First published, 2nd November, 1901.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **MISS GEORGIANA MER-**
No. 3225. } **CIER,** Plaintiff ; against
NAPOLEON ST-HILAIRE ALIAS **SAINT-**
HILAIRE, and Charles Bernier, curator to the surrender made in this cause by the Defendant.

Immovables seized in possession of the curator, to wit :

1. A lot of land containing four arpents and five perches in front by eight arpents and seven perches in depth, known and described on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Saint Elzéar, under the number three hundred and eleven (311)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A land of three arpents and five perches in front by about twenty-eight arpents in depth, known and designated under the numbers four hundred and fifteen and four hundred and sixteen A (415 and 416 A), on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Saint Elzéar—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Elzéar de la Beauce, on the **FOURTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 26th October, 1901. 4080
[First published, 2nd November, 1901.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } **DAME EULALIE BOIS-**
District of Bedford, } **VERT,** Plaintiff ; vs.
No. 133. } **WILLIAM RAYMOND**
LEFEBVRE, debtor, Defendant ; and Henry
Allen, Curator.

1. A certain lot or emplacement of land situate on Main street, in the town of Waterloo, in the district of Bedford, and being lot ninety-four (94), of the official plan and book of reference of the village, now the town of Waterloo, in said district—with a store thereon erected, containing 4230 feet, english measure.

2. A certain lot or emplacement of land situate on North street, in the town of Waterloo, district of Bedford, composed of lot fifty-two (52), and the east twelve (12) feet in width by the depth of lot fifty-three (53), of the official plan and book of

officiels du village, maintenant la ville de Waterloo, district de Bedford ; borné au sud-ouest par la rue Nord, au nord-est par les lots 47 et 49, au sud-est par les lots 49 et 51, et au nord-ouest par le lot 53—ensemble avec une manufacture, un atelier de peintures, engin, bouilloire et autres machines qui s'y trouvent.

3° Partie et morceau du lot numéro quatre-vingt-cinq (85), des plan et livre de renvoi officiels du village, maintenant ville de Waterloo, district de Bedford ; borné au nord-est par la rue Nord, au nord-ouest par la rue Ouest, au sud-ouest par le lot 86, et au sud-est par partie du dit lot 85, la propriété de Cléophas Laporte—ensemble avec trois maisons sus-érigées et aussi le droit de passage sur le lot 86 pour réparer "The Brown House" ainsi appelée, tel que le dit droit est stipulé par acte de vente de Duke Roberts à W. R. Lefebvre, passé devant E. F. de Varennes, N. P., le 24 août 1892, et enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté de Shefford, reg. B., vol. 68, numéro 40089.

4° Partie et morceau du lot quatre-vingt-quatre (84), des plan et livre de renvoi officiels du village, maintenant ville de Waterloo, dans le district de Bedford ; borné au nord-est par la rue Nord, au sud-est par la rue Ouest, au nord-ouest par le lot numéro 83 et partie du lot numéro 84, la propriété de Solomon Cook, et au sud-ouest par partie du dit lot 84, appartenant à Solomon Cook—ensemble avec deux (2) maisons sus-érigées.

5° Partie et morceau du lot numéro trois (3), du 7e rang, arpentage primitif, du canton de Stukely, dans le district de Bedford, maintenant connu comme lot cinq cent quatorze (514), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stukely, contenant cent cinq (105) acres en superficie, plus ou moins, sujet au droit d'inonder la partie du dit lot, tel que stipulé par acte de vente de Michael H. Kelpyn à Charles Alfred Poirier, passé devant Thomas Brassard, N. P., le premier jour de février 1868, et enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté de Shefford, registre B., vol. 20, numéro 11232.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernardin de Waterloo, dans la ville de Waterloo, et district de Bedford, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 3 octobre 1901. 3809-2
[Première publication, 12 octobre 1901.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure, siégeant à New Carlisle.

Canada,

Province de Québec,

District de Gaspé,

Comté de Bonaventure.

No 823.

en Europe, en commandite, ayant sa principale place d'affaires à Paspébiac, dans le dit comté de Bonaventure, marchands, Demandeurs ; contre PASCAL CHOUINARD, de l'endroit appelé L'Anse aux Gascons, dans les susdits comté et district, cultivateur et pêcheur, Défendeur.

1° La partie est du lot primitif, lettre S, situé dans le premier rang est du canton de Port Daniel, dans le comté de Bonaventure, maintenant connu sous le numéro 468, du cadastre officiel du dit canton ; borné en front par la Baie des Chaleurs, en arrière par le deuxième rang, à l'est par le numéro

reference of the village, now the town of Waterloo, district of Bedford ; bounded on the south west by North street, north east by lots 47 and 49, south east by lots 49 and 51, and north west by lot 53— together with a manufactory, paint shop, engine, boiler and other machineries therein contained.

3. Part and parcel of lot number eighty-five (85), of the official plan and book of reference of the village, now town of Waterloo, district of Bedford ; bounded on the north east by North street, north west by West street, south west by lot 86, and south east by part of said lot 85, the property of Cleophas Laporte— together with three houses thereon erected, and also the right of entering on lot 86 to repair the "Brown House" so called, as said right is established by a deed of sale from Duke Roberts to W. R. Lefebvre, passed before E. F. de Varennes, N. P., on the 24th August, 1892, and registered in reg. B., vol. 68, number 40089, Shefford county, registry office.

4. Part and parcel of lot eighty-four (84), of the official plan and book of reference of the village, now the town of Waterloo, in the district of Bedford ; bounded on the north east by North street, on the south east by West street, on the north west by lot number 83 and part of lot number 84, the property of Solomon Cook, and on the south west by part of said lot 84, owned by Solomon Cook— together with two (2) houses thereon erected.

5. Part and parcel of lot number three (3), of the 7th range of the primitive survey of the township of Stukely, in the district of Bedford, actually known as lot five hundred and fourteen (514), of the official plan and book of reference of the said township of Stukely, containing one hundred and five (105) acres in superficies, more or less, subject to the right of flowing part of said lot, as established by a deed of sale from Michael H. Kelpyn to Charles Alfred Poirier, passed before Thomas Brassard, N. P., on first of February, 1868, and registered in register B., vol. 20, number 11232, Shefford county, registry office.

To be sold at the parish church door of Saint Bernardin de Waterloo, in the town of Waterloo, and district of Bedford, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 3rd October, 1901. 3810
[First published, 12th October, 1901.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court, sitting at New Carlisle.

Canada,

Province of Quebec,

District of Gaspé,

County of Bonaventure,

No. 823.

the laws of the Island of Jersey, in Europe, limited, having its principal place of business at Paspébiac, in the said county of Bonaventure, merchants, Plaintiffs ; against PASCAL CHOUINARD, of the place called L'Anse aux Gascons, in the county and district aforesaid, farmer and fisherman, Defendant.

1. The east part of the primitive lot, letter S, situate in the first range east of the township of Port Daniel, in the county of Bonaventure, and now known as the number 468, of the official cadastre of the said township ; bounded in front by the Baie des Chaleurs, in rear by the second range,

469 (Sizefroid Huart), et à l'ouest par 467a (J. B. Morin), contenant quarante-neuf acres et demi en superficie—ensemble avec une maison, grange, circonstances et dépendances.

2° La partie ouest du lot primitif numéro 7, situé dans le deuxième rang de Port Daniel est, maintenant connu sous le numéro 503 (partie ouest d'icelui), du cadastre officiel du dit canon de Port Daniel; borné en front par le premier rang, en arrière par le troisième rang, à l'est par le numéro 502, et à l'ouest par la partie est du numéro 503, occupée par les héritiers de feu Thomas Acteson, contenant soixante et un acres en superficie.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Germaine Cousin de L'Anse aux Gascons, JEUDI, le CINQUIÈME jour de DÉCEMBRE prochain (1901), à ONZÈ heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif
New Carlisle, 29 octobre 1901. 4113
[Première publication, 2 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } EDOUARD BOUFFARD,
District de Québec, } E écuyer, avocat, de Québec;
No 1545. } contre PHILEAS GON-
THIER, de Saint-Raphaël, savoir :

1° Un emplacement connu sous le numéro quatre cent cinquante-quatre (454), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raphaël de Bellechasse, premier rang—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un emplacement connu sous le numéro quatre cent cinquante-trois (453), du susdit cadastre de Saint-Raphaël, premier rang—avec bâtisse (beurrerie et fromagerie), et tout le mécanisme et grègements dans la bâtisse servant à la confection du beurre et du fromage, et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Raphaël, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEFINE,

Bureau du shérif, Shérif
Montmagny, 10 octobre 1901. 3893-2
[Première publication, 12 octobre 1901]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (B).

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } MAITRES LAMOTHE,
No 338. } MTRUDEL & TRUDEL,
de Montréal, avocats distrayants, dans une certaine cause où Joseph Baribeau, laitier, de la cité et du district de Montréal, était Demandeur; et LE REVEREND FRANCOIS-XAVIER JOSEPH LEVEILLÉ, prêtre, Charles Alphonse Léveillé, de la cité de Montréal, tant personnellement qu'en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Joseph

east by number 469 (Sizefroid Huart), and west by 467a (J. B. Morin), containing forty-nine acres and one half acre in superficies—together with a dwelling house and other appurtenances thereto belonging.

2. The west part of the primitive lot number 7, situate in the second range of Port Daniel east, and now known as the number 503 (west part thereof), of the official cadastre of the said township of Port Daniel; bounded in front by the first range, in rear by the third range, on the east by the number 502, and on the west by the east part of number 503, occupied by the heirs of the late Thomas Acteson, containing sixty-one acres in superficies.

To be sold at the parish church door of Sainte Germaine, Cousin de L'Anse aux Gascons, on THURSDAY, the FIFTH day of DECEMBER next (1901), at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
New Carlisle, 29th October, 1901. 4114
[First published, 2nd November, 1901.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } EDOUARD BOUFFARD,
District of Québec, } E esquire, advocate, of
No. 1545. } Québec; against PHILEAS
GONTHIER, of Saint Raphaël, to wit :

1o A lot known as number four hundred and fifty-four (454), of the official cadastre of the parish of Saint Raphaël de Bellechasse, first range—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2o A lot known as number four hundred and fifty-three (453), of the aforesaid cadastre of Saint Raphaël, first range—with building (butter and cheese factory), and all the machinery and apparatus in the building used for making butter and cheese, and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Raphael, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. B. A. LEFINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 10th October, 1901. 3894
[First published, 12 October, 1901.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (B).

District of Montreal.

Montreal, to wit : } MAITRES LAMOTHE,
No. 338. } MTRUDEL & TRUDEL,
of Montreal, advocates distracting, in a certain suit in which Joseph Baribeau, milkman, of the city and district of Montreal, was Plaintiff; and THE REVEREND FRANCOIS-XAVIER JOSEPH LEVEILLÉ, priest, Charles Alphonse Léveillé, of the city of Montreal, as well personally as in their quality of testamentary executors of the late Joseph

Léveillé, en son vivant bourgeois, de la cité de Montréal, Joseph Duclos, agissant tant en son nom que comme tuteur d'émment élu en justice à Olier Alphonse Raoul et Marie Alberta Joséphine Alice Duclos, tous deux enfants mineurs issus du mariage du dit Joseph Duclos et de feu Dame Marie Joséphine Léveillé, et Joseph Gustave Alexandre Duclos, étaient Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit Joseph Baribeau :

1° Un droit de réméré appartenant au dit demandeur, pendant deux ans à compter du 4 janvier 1900, stipulé dans un acte de vente, portant la dite date, entre le demandeur et Dame Coursol, épouse de Robert Kane, passé à Montréal, devant Mtre H. P. Pepin, notaire, concernant les immeubles suivants, savoir :

Un terrain sis et situé au quartier Hochelaga, de la dite cité de Montréal, devant former coin nord-est de la rue Saint-Germain et de la rue Duquette projetée, comprenant le dit emplacement la partie sud-est du lot numéro quatre-vingt-dix et le lot numéro quatre-vingt-onze (partie 90 et 91), de la subdivision officielle du lot No 50, des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, ayant tous deux front sur la rue Saint-Germain, en la cité de Montréal, la partie sud-est du dit lot No 90, étant bornée comme suit : au sud-ouest à son front par la dite rue Saint-Germain, d'un côté au sud-est par le lot No 91, ci-dessus désigné, en arrière au nord-est par le lot No 30, du dit cadastre, et de l'autre côté au nord-ouest par le reste et résidu du même numéro 90, appartenant actuellement à la compagnie du chemin de fer Chateauguay et Nord.

2° L'immeuble connu et désigné comme étant le (No 92) quatre-vingt-douze, de la subdivision officielle du lot numéro 50, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, ayant front sur la rue Saint-Germain, en la cité de Montréal—sans bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 29 octobre 1901. 4091
[Première publication, 2 novembre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **YVOUSSAINT MENARD**,
No 1162. } bourgeois, du village du
Bassin de Chambly, district de Montréal, Deman-
deur ; contre les terres et tenements, mentionnés
et décrits dans la cédule marquée "A", annexée au
bref en cette cause, de DAME PHILOMENE
LAVOIE, de la paroisse de Saint-Joseph de Cham-
bly, dit district, tant personnellement comme épouse
commune en biens de feu Napoléon Vincelette,
cultivateur, du dit lieu, qu'en sa qualité de tutrice
aux enfants mineurs et seuls héritiers légaux de ce
dernier, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse
es-nom et qualité, l'immeuble suivant, savoir :

Une terre portant le numéro cent cinquante deux
(152), aux plan et livre de renvoi officiels de la
paroisse de Saint-Joseph de Chambly—avec une
maison et les dépendances dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, le
CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à
ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 30 octobre 1901. 4135
[Première publication, 2 novembre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JOSEPH LAURENCE ET**
No 11333. } **JARSENE ROBITAILLE**,
tous deux marchands de bois, des cité et district de

Léveillé, in his lifetime gentleman, of the city of
Montreal, Joseph Duclos, acting as well in his own
name as in his quality of tutor duly appointed by
law to Olier Alphonse Raoul and Marie Alberta
Josephine Alice Duclos, both minor children issue
of the marriage of the said Joseph Duclos, and of
the late Dame Marie Josephine Léveillé and Joseph
Gustave Alexandre Duclos, were Defendants.

Seized as belonging to the said Joseph Baribeau :

1. A right of redemption belonging to the said
plaintiff, during to years reckoning from the 4th of
January, 1900, stipulated in a deed of sale bearing
the said date, between the plaintiff and Dame
Coursol, wife of Robert Kane, passed at Montreal,
before Mtre H. P. Pepin, notary, concerning the
following immovables, to wit :

A lot situate in Hochelaga ward, of the said city
of Montreal, forming the north east corner of Saint
Germain street and of Duquette street (projected),
said lot comprising the south east part of lot number
ninety and lot number ninety-one (part of 90 and
91), of the official subdivision of lot No. 50, of the
official plan and book of reference of the village of
Hochelaga, both fronting on Saint Germain street,
in the city of Montreal, the south east part of the
said lot No. 90, being bounded as follows : on the
south west in front by the said Saint Germain street,
on one side to the south east by the lot No. 91,
herein above described, in rear to north east by lot
No. 30, of the said cadastre, and on the other side
to the north west by the remainder and residu of
the same number 90, actually belonging to the Chateau-
guay and Northern Railway Company.

2. The lot known and described as being number
ninety-two (No. 92), of the official subdivision of
the lot number 50, on the official plan and book of
reference of the incorporated village of Hochelaga,
having its front on Saint Germain street, in the
city of Montreal.—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTH day of DECEMBER next, at TEN
of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montréal, 29th October, 1901. 4092
[First published, 2nd November, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal.

Montréal, to wit : } **YVOUSSAINT MENARD**,
No. 1162. } burgess, of the village
of Chambly Basin, district of Montreal,
Plaintiff ; against the lands and tenements
mentioned and described in the schedule marked
"A", annexed to the writ in this cause, of DAME
PHILOMENE LAVOIE, of the parish of Saint
Joseph de Chambly, in the said district, both
personally as wife common as to property of the
late Napoléon Vincelette, farmer, of the said place,
and in her quality of tutrix to the minor children
and sole legal heirs of the latter, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant in her
said name and quality, the following immoveable,
to wit :

A lot bearing the number one hundred and fifty-
two (152), on the official plan and book of reference
of the parish of Saint Joseph de Chambly—with a
house and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
parish at Saint Joseph de Chambly, on the FIFTH
day of DECEMBER, next, at ELEVEN o'clock in
the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montréal, 30th October, 1901. 4136
[First published, 2nd November, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } **JOSEPH LAURENCE AND**
No. 11333. } **JARSENE ROBITAILLE**,
both lumber merchants, of the city and district of

Montréal, et y faisant affaires comme tels sous la raison sociale de Laurence & Robitaille, Demandeurs; contre les terres et tenements de E. S. MANNY, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-François de Sales; borné en front par le chemin public, et en arrière par la Rivière des Prairies, composé des lots connus et désignés sous les numéros neuf et dix (9 et 10), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-François de Sales—avec un moulin connu sous le nom de Vieux moulin Dubreuil, y compris toutes les machineries et les autres bâtisses dessus construites.

2° Une île située au même lieu, connue et désignée sous le numéro cent quatre-vingt-treize (193), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-François de Sales.

3° Une autre île située au même lieu, connue et désignée sous le numéro cent quatre-vingt-quatorze (194), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-François de Sales.

Les susdites deux îles étant situées dans la Rivière des Prairies, servent pour protéger le pouvoir d'eau du dit moulin.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François de Sales, le QUATORZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 8 octobre 1901. Shérif. 3839.2

[Première publication, 12 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA MUNICIPALITE
No 1655. } SCOLAIRE DE LA CITE
DE SAINTE-CUNEGONDE DE MONTREAL,
corps politique et incorporé, ayant sa principale
place d'affaires en la cité de Sainte-Cunegonde de
Montréal, dit district, Demanderesse; contre les
terres et tenements de MICHAEL GUERIN, de la
cité et du district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement—avec les bâtisses y érigées,
situé dans la cité de Sainte-Cunegonde de Montréal,
comté d'Hochelaga, district de Montréal, de la
contenance de quatre-vingt-dix pieds de front
par cent dix pieds de profondeur, étant la partie
nord-est du lot de terre connu et désigné sur le
plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité
de la paroisse de Montréal, sous le numéro cinq
cent quatre-vingt-dix-huit, la dite partie ainsi
saisie bornée en front par la rue Notre-Dame, du
côté nord-est par le lot numéro cinq cent quatre-
vingt-douze, du côté sud-ouest par le résidu du dit
lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-huit, en
profondeur par partie du lot numéro cinq cent quatre-
vingt-treize, par les lots numéros cinq cent quatre-
vingt-quatorze, cinq cent quatre-vingt-quinze, cinq
cent quatre-vingt-seize et partie du lot numéro cinq
cent quatre-vingt-dix-sept, tous ces dits numéros
étant des sus-dits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de
Montréal, le QUATORZIEME jour de NOVEM-
BRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 8 octobre 1901. Shérif. 3837-2

[Première publication, 12 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH ADELARD OUI-
No 3074. } MET, avocat, des cité et
district de Montréal, Demandeur; contre les terres
et tenements de WILLIAM HENRY MINOGUE,
du même lieu, Défendeur.

Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-
Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, dans le
district de Montréal, étant la moitié du lot de terre
connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels

Montreal, and doing business there as such under
the firm of Laurence & Robitaille, Plaintiffs; against
the lands and tenements of E. S. MANNY, of the
city and district of Montreal, Defendant.

1. A lot situate in the parish of Saint François
de Sales; bounded in front by the public road, in
rear by the River des Prairies, made up of the lots
known and described as numbers nine and ten
(9 and 10), of the official plan and book of reference
of the said parish of Saint François de Sales—with
a mill known by the name of the Old Dubreuil
mill, including therein all the machinery and the
other buildings thereon erected.

2. An island situate at the same place, known
and described as number one hundred and ninety-
three (193), of the official plan and book of reference
of the said parish of Saint François de Sales.

3. Another island situate at the same place,
known and described as number one hundred and
ninety-four (194), of the official plan and book of
reference of the said parish of Saint François de
Sales.

The said two islands being situated in the River
des Prairies, serve to keep the water power of the
said mill.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Saint François de Sales, on the FOUR-
TEENTH day of NOVEMBER next, at the hour
of ELEVEN in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 8th October, 1901. Sheriff. 3840

[First published, 12th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE SCHOOL MUNICI-
No. 1655. } PALITY OF THE CITY
OF SAINTE CUNEGONDE DE MONTREAL,
a body politic and corporate, having its principal
place of business in the the city of Sainte-Cunegonde
de Montréal, said district, Plaintiff; against the lands
and tenements of MICHAEL GUERIN, of the city
and district of Montreal, Defendant.

A lot—with the buildings thereon erected,
situate in the city of Sainte-Cunegonde de
Montreal, county of Hochelaga, district of Mon-
treal, containing ninety feet in front by one
hundred and ten feet in depth, being the north
east part of the lot of land known and described on
the official plan and book of reference of the munici-
pality of the parish of Montreal, as number five
hundred and ninety-eight, the said part so seized
being bounded in front by Notre Dame street, on the
north east side by lot number five hundred and
ninety-two, on the south west side by the residue
of the said lot number five hundred and ninety-
eight, in depth by part of lot number five hundred
and ninety-three, by lots numbers five hundred and
ninety-four, five hundred and ninety-five, five
hundred and ninety-six and part of lot number five
hundred and ninety-seven, all these said numbers
being of the said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next,
at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 8th October, 1901. Sheriff. 3838

[First published, 12th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH ADELARD
No. 3074. } JOUIMET, advocate, of the
city and district of Montreal, Plaintiff; against the
lands and tenements of WILLIAM HENRY
MINOGUE, of the same place, Defendant.

A lot situate and being in the Saint Jean Baptiste
ward, in the city of Montreal, in the district of
Montreal, being the half of the lot of land known
and described on the official plan and in the book

du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro quatre cent huit (408) ; le dit terrain étant borné en front par la rue Mitcheson (ci-devant rue Clarke), en arrière par l'autre moitié du dit lot ayant front sur la rue Saint-Laurent, d'un côté par le lot quatre cent sept (407), et de l'autre côté par le lot quatre cent neuf (409), des susdits plan et livre de renvoi—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 8 octobre 1901. 3835-2
[Première publication, 12 octobre 1901.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec, } **CHARLES DEVLIN**,
District de Pontiac. } Ecr., marchand, de la
No 517. } ville d'Aylmer, district d'Ottawa, Demandeur ; contre **PATRICK DOLAN**, cultivateur, du canton de Onslow, district de Pontiac, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en cette cause, annoncée ci-devant comme devant avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le vingt-deuxième jour d'août dernier, au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, le VINGTIEME (20e) jour de NOVEMBRE dix-neuf cent un, au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson.

SIMON McNALLY,
Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 29 octobre 1901. 4107
[Première publication, 2 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **ALBERT PAQUET**, de la
No 1248. } paroisse de Saint-Charles-des-Grondines, dans le comté de Portneuf, commerçant ; contre "**THE MONTREAL MILLING COMPANY, LIMITED**," compagnie formée pour la fabrication et la vente de la fleur, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et le district de Montréal, à savoir :

Partie du lot No 183 (cent quatre-vingt-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Deschambault, de trente-cinq pieds de front sur soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné en front à la route du troisième rang, en profondeur à la veuve Albert de Lachevrotière, du côté sud à Victor Portelance, et du côté nord au terrain ci-après décrit, étant un emplacement situé sur la route du troisième rang—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Deschambault, comté de Portneuf, le

of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, as number four hundred and eight (408) ; the said lot being bounded in front by Mitcheson (formerly Clarke) street, in rear by the other half of the said lot fronting on Saint Lawrence street, on one side by lot four hundred and seven (407), and on the other side by lot four hundred and nine (409), of the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 8th October, 1901. 3836
[First published, 12th October, 1901.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

In the Superior Court.

Province of Québec, } **CHARLES DEVLIN**, Esq.,
District of Pontiac. } merchant, of the town of
No. 517. } Aylmer, district of Ottawa. Plaintiff ; against **PATRICK DOLAN**, farmer, of the township of Onslow, district of Pontiac, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, formerly announced to take place at the hour of ten of the clock in the forenoon, on the twenty-second day of August last, at the registry office, in the village of Bryson, will take place at the hour of TEN of the clock in the forenoon, on the TWENTIETH (20th) day of NOVEMBER, nineteen hundred and one, at the registry office, in the village of Bryson.

SIMON McNALLY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 29th October, 1901. 4108
[First published, 2nd November, 1901.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **ALBERT PAQUET**, of the
No. 1248. } parish of Saint-Charles-des-Grondines, in the county of Portneuf, trader, against "**THE MONTREAL MILLING COMPANY, LIMITED**," a company formed for the fabrication and sale of flour, having its chief office of business in the city and district of Montreal, to wit :

Part of lot No. 183 (one hundred and eighty-three) of the official cadastre for the parish of Deschambault, of thirty-five feet in front by seventy feet in depth, english measure ; bounded in front to the by-road of the third range, in depth by widow Albert de Lachevrotière, on the south side by Victor Portelance, and on the north side by the land hereinafter described, being a lot situate on the by-road of the third range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Deschambault, county of Portneuf, on the SIXTH

SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 31 octobre 1901. 4131
[Première publication, 2 novembre 1901.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **A CITE DE QUEBEC ; vs.**
No. 2513. } **CYRILLE FALARDEAU,**
de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, tanneur, à savoir :

La moitié sud du lot No 1198 (mille cent quatre-vingt-dix-huit), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Sainte-Hélène ; la dite moitié de lot bornée au sud par la rue Sainte-Hélène, et au nord par l'autre moitié du dit lot—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 17 octobre 1901. 3969-2
[Première publication, 19 octobre 1901.]

FIERI FACIAS.
Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **ALBERT PATRY,** épicier,
No 3381. } de Québec ; contre **DAME**
MARIE PHILOMENE CANAC dit MARQUIS,
de Québec, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Georges Roy, du même lieu, ayant fait ci-devant commerce à Québec, comme tanneur et corroyeur, sous le nom de "G. Roy & Cie," et le dit Georges Roy, tant personnellement que pour assister et autoriser sa dite épouse, à savoir :

1° Le lot No 11 (onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, étant un emplacement situé sur le chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot No 6 A (six A), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, étant une pointe de terre située au nord du chemin qui conduit au moulin au premier rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, comté de Bellechasse, le VINGT-TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 17 octobre 1901. 3971-2
[Première publication, 19 octobre 1901.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **ALFRED HOBSON,** ci-devant
No 219. } du canton de Orford, dans le
district de Saint-François, maintenant de Dawlish, dans le comté de Devon, dans cette partie du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, appelé Angleterre, gentilhomme, Demandeur ; contre **JOSEPH DUGRINIER,** des cité et district de Montréal, et **ALFRED DUGRINIER,** ci-devant de la cité de Sherbrooke, dans le dit district de Saint-François, maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique, Défendeurs, conjointement et solidairement.

day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 31st October, 1901. 4132
[First published, 2nd November, 1901.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC ; vs.**
No. 2513. } **CYRILLE FALARDEAU,**
of our city of Quebec, in our district of Quebec, tanner, to wit :

The south half of lot No. 1198 (one thousand one hundred and ninety-eight), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Saint Helen street ; the said half lot bounded on the south by Saint Helen street, and on the north by the other half of the said lot—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 17th October, 1901. 3970
[First published, 19th October, 1901.]

FIERI FACIAS.
Quebec Circuit.

Quebec, to wit : } **ALBERT PATRY,** grocer,
No. 3381. } of Québec ; against **DAME**
MARIE PHILOMENE CANAC dit MARQUIS,
of Québec, wite separated as to property by marriage contract of Georges Roy, of the same place, having formerly carried on business at Québec, as tanner and currier, under the firm of "G. Roy & Cie," and the said Georges Roy, as well personally as to assist his said wife, to wit :

1. Lot No. 11 (eleven), of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de Beaumont, being a building lot situate on the public road—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 6 A (six A), of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de Beaumont, being a point of land situated north of the road which leads to the mill in the first range—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Etienne de Beaumont, county of Bellechasse, on the TWENTY-THIRD day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES LANGELIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 17th October, 1901. 3972
[First published, 19th October, 1901.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **ALFRED HOBSON,**
No. 219. } heretofore of the
township of Orford, in the district of Saint Francis, now of Dawlish, in the county of Devon, in that part of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, called England, gentleman, Plaintiff ; against **JOSEPH DUGRINIER,** of the city and district of Montreal, and **ALFRED DUGRINIER,** formerly of the city of Sherbrooke, in the said district of Saint Francis, now absent in the United States of America, Defendants, jointly and severally.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs, l'immeuble suivant, à savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Centre de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, connu et désigné comme lot numéro soixante et treize (No 73), sur le plan du cadastre officiel et au lieu de renvoi du dit quartier Centre de la dite cité de Sherbrooke ; borné en front par la rue Goodhue—ensemble avec toutes les bâtisses sus érigées et améliorations faites.

Pour être vendu dans mon bureau, dans le palais de justice, dans la dite cité de Sherbrooke, le DOUZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 9 octobre 1901. 3855-2
[Première publication, 12 octobre 1901.]

Seized as belonging to the said defendants, the following immoveable property, to wit :

A lot of land situate in the Centre ward of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, known and designated as the lot number seventy-three (No. 73), on the official cadastral plan and book of reference of the said Centre ward of the said city of Sherbrooke ; bounded in front by Goodhue street—together with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at my office, at the court house in, the said city of Sherbrooke, on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 9th October, 1901. 3856
[First published, 12th October, 1901.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } SIMEON LAMOTHE,
No 249. } Demandeur ; contre
DAVID SMITH, Défendeur.

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Sylvere, dans le quinzième rang du canton de Maddington, étant le numéro six cent cinq (605), du cadastre officiel du comté de Nicolet, paroisse de Sainte-Gertrude—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sylvere, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 30 octobre 1901. 4097
[Première publication, 2 novembre 1901.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } SIMEON LAMOTHE,
No. 249. } Plaintiff ; against DAVID SMITH, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Sylvere, in the fifteenth range of the township of Maddington, being the number six hundred and five (605), of the official cadastre of the county of Nicolet, parish of Sainte Gertrude—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sylvere, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 30th October, 1901. 4098
[First published, 2nd November, 1901.]

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Seigneurie de Pabos.

½ E., du lot 3, du 3e rang, à Henry Jones.

Canton Percé.

½ O., du lot 13, du rang B, à Jean Lapierre.

Canton Robitaille

Lot 9, du 6e et du 7e rangs, à Chs. E. Damour.

Canton Dufferin.

6e rang.

Lot 26, à Selfrid Gauthier.

" 27, à Célestine Gauthier.

E. E. TACHÉ,

Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 2 novembre 1901.

4095

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Seignory of Pabos.

E. ½, of lot 3rd, of 3rd range, to Henry Jones.

Township Percé.

W. ½, of lot 13th, of range B, to Jean Lapierre.

Township Robitaille.

Lot 9, of 6th and 7th ranges, to Chs. E. Damour.

Township Dufferin.

6th range.

Lot 26, to Solfrid Gauthier.

" 27, to Célestine Gauthier.

E. E. TACHÉ,

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Québec, 2nd November, 1901.

4096

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1901, incorporant Jacques Emery Molleur, manufacturier; Charles Alfred Molleur, commis; George Olivier Molleur, avocat; Israël Molleur, manufacturier; Marie Elizabeth Doré, épouse de Jacques Emery Molleur; Pierre Julien Doré, avocat, de Saint-Jean, P. Q.; Joseph Emery Doré, ingénieur sanitaire, de la cité de Montréal, et Toussaint Doré, manufacturier, de la paroisse de Saint-Jean, dans les buts suivants, savoir: acheter et mettre en opération la manufacture de chapeaux de paille de Jacques Emery Molleur, pour y manufacturer des chapeaux de paille Manille, Java, dentelle, etc., etc., sous le nom de "The Saint John's Straw Works," avec un fonds social de soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trentième jour d'octobre 1901.

4137

JOS. BOIVIN,
Sous-Secrétaire de la province.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

Dame Emérance Cull, du village de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, épouse de Honoré Martel, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

JULES ALLARD,

Procureur de la demanderesse.
Sorel, 30 octobre 1901. 4117

Avis est par les présentes donné que, sous un mois à compter de la dernière publication des présentes dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par les requérants ci-après mentionnés, pour obtenir une charte par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, pour la province de Québec, constituant les dits requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés:

1° Le nom social de la dite compagnie sera "La Compagnie de Téléphone Saint-Laurent."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont: établir et maintenir des lignes de communication par téléphone entre Sorel et Nicolet, en passant par les comtés de Richelieu, Yamaska et Nicolet, et aussi de construire et de mettre en opération des lignes secondaires reliant avec la ligne principale les endroits qu'il plaira à la compagnie de choisir dans les comtés de Richelieu, Yamaska, Nicolet, Drummond et Bagot; fabriquer, acheter ou louer des téléphones et tous appareils nécessaires pour les exploiter; acheter, louer et maintenir des lignes pour la transmission des messages par téléphone, et spécialement acheter la ligne de téléphone appartenant à MM. C. F. Beauchemin et Henri E. Poulin, et appelée la ligne de téléphone "Saint-Laurent"; se mettre en relation, pour cet objet, et se fusionner avec toutes lignes de téléphone ou télégraphe existantes, faire avec toute compagnie ou personnes propriétaire de ligne de téléphones des arrangements nécessaires pour la transmission de ses messages sur les lignes.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera au village de la paroisse de Saint-François du Lac.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de quinze mille piastres.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1901, incorporating Jacques Emery Molleur, manufacturer; Charles Alfred Molleur, clerk; George Olivier Molleur, advocate; Israel Molleur, manufacturer; Marie Elizabeth Doré, wife of Jacques Emery Molleur; Pierre Julien Doré, advocate, of Saint John's, P. Q.; Joseph Emery Doré, sanitary engineer, of the city of Montreal, and Toussaint Doré, manufacturer of the parish of Saint John, for the following purposes, viz: the purchase and operating of the straw hat manufacture of Jacques Emery Molleur, for the manufacture of straw, Manilla, Java, and lace hats, &c., under the name of The Saint John's Straw Works, with a total capital stock of seventy-five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirtieth day of October, 1901.

4138

JOS. BOIVIN,
Deputy secretary of the province.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*

Dame Emérance Cull, of the village of the parish of Saint Michel d'Yamaska, wife of Honoré Martel, of the same place, trader, has, this day, instituted an action *en séparation de biens* against her said husband.

JULES ALLARD,

Attorney for plaintiff.
Sorel, 30th October, 1901. 4118

Notice is hereby given that within one month from the last publication of these presents in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, by the undermentioned petitioners for a charter by letters patent under the Joint Stock Companies' Incorporation Act, of the province of Quebec, constituting the said petitioners and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the objects hereinafter set forth.

1. The name of the said company shall be "The Saint Lawrence Telephone Company."

2. The objects for which incorporation is sought are: to establish and maintain a line of communication by telephone between Sorel and Nicolet, passing by the counties of Richelieu, Yamaska and Nicolet, and also to build and put in operation branch lines connecting with the main line such places as the company may select in the counties of Richelieu, Yamaska, Nicolet, Drummond and Bagot; to manufacture, purchase or rent telephones and all necessary apparatus for working the same; to purchase, rent and maintain lines for the transmission of messages by telephone and, in particular, to purchase the telephone line belonging to Messrs. C. F. Beauchemin and Henri E. Poulin, and called "the Saint Lawrence telephone line"; for such object to transact and amalgamate with all or any existing telephone or telegraph lines, to enter into arrangements with any company or person owning telephone lines for the transmission of messages over its lines.

3. The chief place of business of the company shall be in the village of the parish of Saint François du Lac.

4. The amount of the said company's capital stock shall be fifteen thousand dollars.

5° Le nombre des actions sera de cent cinquante, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms, résidence et profession des requérants sont comme suit : Jules Allard, avocat ; Oscar Gladu, notaire ; Anatole O. Camiré, médecin ; Médard Boucher, menuisier ; François X. Matte, tanneur ; Calixte Cartier, forgeron ; Arthur Laramée, boulanger ; Elzéar Moss, boucher ; Joseph N. Perrault, médecin ; Rufus G. Kimpton, commerçant ; J. Omer Duhaime, commerçant ; O. E. Courchesne, registrateur ; Louis Lauzière, hôtelier ; Omer Gauthier, charretier ; Salvat & Frères, marchands, tous de Saint-François du Lac ; Roch M. S. Mignault, médecin ; Louis Véronneau, notaire ; L. Hector Lafleur, hôtelier ; Ferdinand Mondou, commerçant ; Alfred Charland, commerçant ; Rév. A. Smith, prêtre, curé de Saint-Michel d'Yamaska ; Alberic Archie Mondou, notaire ; David Laperrière, commerçant ; Herménégilde Rousseau, épicier ; Milton Rousseau, hôtelier ; J. A. McLure, electricien ; Révérend J. M. Roy, prêtre, curé ; Frs St. Amant, charron ; Joseph Côté, manufacturier ; G. E. Champagne, marchand ; Joseph Jannelle, charretier ; L. Onés. Fagnan, épicier ; Omer Larivière, charretier ; P. E. Gélinas, médecin ; Jacob Bélisle, hôtelier, du village de Pierreville ; Frs X. Descheneaux, marchand ; Révérend Exilia Boisvert, prêtre, curé, de Notre-Dame de Pierreville ; Révérend Ph. Bourassa, prêtre, curé ; Adélaré Carpentier, marchand, de Saint-Elphège ; Révérend Isidore Beland, prêtre, curé ; O. Parenteau, marchand, de Saint-Pie de Déguire ; L. D. Théodore Vanasse, notaire ; Thomas Touzin, notaire ; Révérend F. X. Lessard, prêtre, curé ; S. Lamoureux, médecin ; Phil. Maher, commerçant ; Herri Bisson, hôtelier ; Joseph Lambert, commerçant ; J. Alb. Gélinas, médecin ; L. David Frigault, orfèvre ; William Parent, fromager ; J. O. Lemire, marchand ; D. Bellehumeur, marchand ; Victor Dessert, employé civil ; J.-Bte Robert, hôtelier ; J. E. Janelle, médecin-vétérinaire ; O. Martin, marchand ; L. A. Michaud, marchand ; A. Lanoie, commerçant ; L. J. A. Melançon, médecin ; P. Adélaré Millette, cultivateur, de Saint-Guillaume d'Upton ; Lindor Ethier, avocat ; Charles J. C. Wurtele, avocat ; Pierre Guévremont, shérif ; A. J. Gélinau, marchand, de la cité de Sorel ; Révérend Adolphe Blondin, prêtre, curé ; H. Lemaire, marchand ; Elie Dionne, marchand, de Saint-Bonaventure d'Upton, tous sujets de Sa Majesté.

7° Les sus-nommés Jules Allard, Oscar Gladu, Alberic Archie Mondou, David Laperrière, Louis Veronneau, Charles C. J. Wurtule, L. D. Théod. Vanasse et W. Parent seront les premiers directeurs de la compagnie.

JULES ALLARD,

Procureur des requérants.

Saint-François du Lac, 28 octobre 1901.

4119

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de Théophile Genest, Failli ;
et
Arthur Gagnon & L. A. Caron,
Curateurs conjoints.

Avis est par le présent donné que, par jugement de la cour, en date du 28 octobre 1901, nous avons été nommés curateurs aux biens du failli sus-nommé.

Les réclamations devront être produites à nos bureaux sous un mois.

ARTHUR GAGNON,

L. A. CARON,

Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tamways,
Montréal, 2 novembre 1901.

4103

5. The number of shares shall be one hundred and fifty, and the amount of each share shall be one hundred dollars.

6. The names, residence and occupation of the petitioners are as follows : Jules Allard, advocate ; Oscar Gladu, notary ; Anatole O. Camiré, physician ; Médard Boucher, joiner ; François X. Matte, tanner ; Calixte Cartier, blacksmith ; Arthur Laramée, baker ; Elzéar Moss, butcher ; Joseph N. Perrault, physician ; Rufus G. Kimpton, trader ; J. Omer Duhaime, trader ; O. E. Courchesne, registrar ; Louis Lauzière, hotel-keeper ; Omer Gauthier, carter ; Salvat & Frères, merchants, all of Saint François du Lac ; Roch M. S. Mignault, physician ; Louis Véronneau, notary ; L. Hector Lafleur, hotel-keeper ; Ferdinand Mondou, trader ; Alfred Charland, trader ; Rev. A. Smith, parish priest, of Saint Michel d'Yamaska ; Alberic Archie Mondou, notary ; David Laperrière, trader ; Herménégilde Rousseau, grocer ; Milton Rousseau, hotel-keeper ; J. A. McLure, electrician ; Rev. J. M. Roy, parish priest ; Frs. St-Amant, wheelwright ; Joseph Côté, manufacturer ; G. E. Champagne, merchant ; Joseph Jannelle, carter ; L. Onés. Fagnan, grocer ; Omer Larivière, carter ; P. E. Gélinas, physician ; Jacob Bélisle, hotel-keeper, of the village of Pierreville ; Frs. X. Descheneaux, merchant ; Rev. Exilia Boisvert, parish priest, of Notre-Dame de Pierreville ; Rév. Ph. Bourassa, parish priest ; Adélaré Carpentier, merchant of Saint-Elphège ; Rev. Isidore Béland, parish priest ; O. Parenteau, merchant, of Saint Pie de Déguire ; L. D. Théodore Vanasse, notary ; Thomas Touzin, notary ; Rev. F. X. Lessard, parish priest ; S. Lamoureux, physician ; Phil. Maher, trader ; Henri Bisson, hotel-keeper ; Joseph Lambert, trader ; J. Alb. Gélinas, physician ; L. David Frigault, jeweller ; William Parent, cheese maker ; J. O. Lemire, merchant ; D. Bellehumeur, merchant ; Victor Dessert, civil employee ; J. Bte Robert, hotel keeper ; J. E. Janelle, veterinary surgeon ; O. Martin, merchant ; J. A. Michaud, merchant ; A. Lanoie, trader ; L. J. A. Melançon, physician ; P. Adélaré Millette, farmer of Saint-Guillaume d'Upton ; Lindor Ethier, advocate ; Charles J. C. Wurtele, advocate ; Pierre Guévremont, sheriff ; A. J. Gélinau, merchant ; of the city of Sorel ; Rév. Adolphe Blondin, parish priest ; H. Lemaire, merchant ; Elie Dionne, merchant of Saint Bonaventure d'Upton, all british subjects.

7. The above mentioned Jules Allard, Oscar Gladu, Alberic Archie Mondou, David Laperrière, Louis Veronneau, Charles J. C. Wurtele, L. D. Théodore Vanasse and W. Parent shall be the first directors of the company.

JULES ALLARD,

Solicitor for petitioners.

Saint François du Lac, 28th October 1901.

4120

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In the matter of Théophile Genest, Insolvent ;
and
Arthur Gagnon & L. A. Caron, Joint curators.

Notice is hereby given that, by judgment of the court, dated the 28th October, 1901, we were appointed curators to the estate of the above named insolvent.

Claims must be filed at our offices within a month.

ARTHUR GAGNON,

L. A. CARON,

Joint curators.

41, Street Railway Building,
Montreal, 2nd November, 1901.

4104

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure*

Avis est par le présent donné que Adélaré Rioux, de Rimouski, marchand, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 24ième jour d'octob 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 30 octobre 1901. 4129

Province de Québec, }
District de Gaspé. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Napoléon Garant, marchand, Saint-Charles de Caplan, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 26 octobre 1901, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession. Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 30 octobre 1901. 4127

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. C. Gagnon, marchand, Sainte-Flavie, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 18 novembre 1901, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 30 octobre 1901. 4123

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Dufour & Lacombe, marchands, Chicoutimi, Insolvables.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 31 octobre 1901, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession. Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 30 octobre 1901. 4125

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*

Avis est par le présent donné que Dame Marie Diana Delisle, épouse séparée de biens de François Xavier Laflamme, junior, tous deux de Québec, et y faisant affaires comme marchande publique, sous la raison sociale de " Québec China Hall ", a fait cession de ses biens et déposé son bilan pour le bénéfice de ses créanciers, le 31 octobre 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure à Québec, conformément à la loi.

A. FAUCHER,
Gardien provisoire.

Bureau : 119, rue Saint-Pierre, Québec. 4133

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Dans l'affaire de The Washington Building Trust Co., En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième bordereau de dividendes aux créanciers a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection dans

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Adélaré Rioux, of Rimouski, merchant, has, on the 24th of October, 1901, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 30th October, 1901. 4130

Province of Quebec }
District of Gaspé. } *Superior Court.*

In the matter of Napoléon Garant, merchant, Saint-Charles de Caplan, Insolvent,

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 26th October, 1901, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 30th October, 1901. 4128

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*

In the matter of J. C. Gagnon, merchant, Sainte-Flavie, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 18th November, 1901, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 30th October, 1901. 4124

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*

In the matter of Dufour & Lacombe, merchants, Chicoutimi, Insolvents.

Notice is hereby given that, in virtue of an order of the court, dated 31st October, 1901, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 30th October, 1901. 4126

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Marie Diana Delisle, wife separated as to property of François Xavier Laflamme, junior, both of Québec, and doing business as merchant, under the name of " Québec China Hall ", has, on the 31st October, 1901, made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, at the prothonotary's office of the superior court at Québec, according to law.

A. FAUCHER,
Provisional guardian.

Office : 119, Saint Peter street, Québec. 4134

UNDER THE WINDING UP ACT.

In the matter of The Washington Building Trust Co., In liquidation.

Notice is hereby given that a second dividend sheet to the creditors has been prepared in this matter, and is open to objection at my office, until

mon bureau, jusqu'au 18e jour de novembre, le ou après laquelle date les dividendes seront payés.

JOHN W. ROSS,
Liquidateur.

Washington Building Trust Co.

Bureau de P. S. Ross & Sons,
Comptables licenciés.
Montréal, 1er novembre 1901. 4111

Province de Québec, }
District de Montréal } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Vézina & Frère, maîtres charretiers, de Montréal, faillis.
Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans la susdite affaire, et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le dix-neuvième jour de novembre 1901, après laquelle date les dividendes seront payables dans notre bureau.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD.

Bureau de Wilks & Michauds,
205, rue Saint-Jacques,
Montréal, 2 novembre 1901. 4105

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières } *Cour Supérieure.*
Nazaire Lefebvre Denoncourt, avocat, de la cité et du district des Trois-Rivières, Requéant-cession ;

et

Hyacinthe Montambault et Eugène Moreau, tous de la paroisse de Bécancourt, et y faisant le commerce de bois en société sous le nom de Montambault & Cie., Débiteurs cédants.

Avis est par le présent donné que le 29 octobre courant, Montambault & Cie ont fait abandon judiciaire de leurs biens au bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district des Trois-Rivières,

N. L. DENONCOURT,
Gardien provisoire.

Trois Rivières, 30 octobre 1901. 4099

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de J. Thomas Côté, de Chicoutimi, marchand, Failli.

Avis est donné qu'un premier dividende a été préparé en cette affaire, et sera payable à notre bureau, No 48, rue Saint-Pierre, le ou après le 19 novembre 1901.

Toute contestation au dit dividende devra être produite avant la dite date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 31 octobre 1901. 4101

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Bedford } *Cour Supérieure.*
No 6788.

Le vingt-troisième jour d'octobre 1901.

Présent :—L'honorable juge LYNCH.

Asa H. Angier, Demandeur ;

vs

Myron G. Craig, Défendeur ;

et

Dame Betsey G. Davis, du canton de Potton, dans le district de Bedford, veuve de feu Samuel F. Horner, en son vivant cultivateur, du même lieu, Partie colloquée ;

Henry A. Gilman *et al.*,

Opposants en sous ordre.

Il est ordonné, sur motion des dits opposants en sous ordre, que les créanciers de la dite Dame Betsey G. Davis, partie colloquée, produisent leurs

the 18th day of November, on and after which date dividends will be paid.

JOHN W. ROSS,
Liquidator.

Washington Building Trust Co.

Office of P. S. Ross & Sons,
Chartered accountants.
Montreal, 1st November, 1901. 4112

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Vézina & Frères, master carters, Montreal, Insolvents.
A first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, opened to objection until Tuesday, the nineteenth day of November, 1901, after which date dividends will be payable at our office.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street,
Montreal, 2nd November, 1901. 4106

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
Nazaire Lefebvre Denoncourt, advocate, of the city and district of Three Rivers,

Petitioner for assignment ;
and

Hyacinthe Montambault and Eugène Moreau, both of the parish of Bécancourt, carrying on business there as lumber merchants in partnerships under the name of Montambault & Co., Assigning debtors.

Notice is hereby given that on the 29th October instant, Montambault & Co. made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, in the office of the protonotary of the superior court for the district of Three Rivers.

L. N. DENONCOURT,
Provisional guardian.

Three Rivers, 30th October, 1901. 4100

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*

In the matter of J. Thomas Côté, of Chicoutimi, merchant, Insolvent.

Notice is given that a first dividend has been drawn up in this matter, and will be payable at our office, No. 48, Saint Peter street, on or after the 19th November, 1901.

All opposition to the said dividend must be filed before the said date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Quebec, 31st October, 1901. 4102

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *In the Superior Court.*
No. 6788.

The twenty-third day of October, 1901.

Present : Honorable Mr. Justice LYNCH.

Asa H. Angier, Plaintiff ;

vs.

Myron G. Craig, Defendant ;

and

Dame Betsey G. Davis of the township of Potton, in the district of Bedford, widow of the late Samuel F. Horner, in his lifetime of the same place, farmer, Party collocated ;

and

Henry A. Gilman *et al.*,

Opposants *en sous ordre.*

It is ordered, on motion of said opposants *en sous ordre*, that the creditors of the said Dame Betsey G. Davis, party collocated, do file their claims

réclamations contre cette dernière, au greffe du protonotaire de cette cour, en le village de Sweetsburg, dit district de Bedford, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, en la manière pourvue par la loi.

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

J. C. McCORKILL,
Avocat des opposants en sous ordre. 4115

Licitation

Avis public est par le présent donné que, par un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-cinquième jour de juin dernier 1901, dans une cause où Ellen *alias* Nanno McCartin, de la cité de Saint-Henri, dans le dit district, fille majeure, est Demanderesse; et Margaret McCartin, Mary McCartin, filles majeures, John McCartin, journalier, Dame Bridget McCartin, épouse de Patrick Murphy, tous des cité et district de Montréal, et le dit Patrick Murphy afin d'autoriser sa dite épouse dans cette cause, et en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs Annie et Mary Murphy, issues de son mariage avec la dite Bridget McCartin, sont Défendeurs; et John Meehan, de la dite cité de Montréal, arrimeur, en sa qualité d'exécuteur testamentaire des biens de feu Patrick McCartin, en son vivant de la dite cité de Montréal, charretier, est mis en cause, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, à savoir :

Ce lot de terre situé et faisant front sur la rue Young, dans le quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, sous le numéro quatorze cent soixante et douze (1472)—avec un pâté de maisons construites en briques et en pierre et autres bâtisses sus-érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, LUNDI, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain (1901), à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience, No trente et un (31), du palais de justice, dans la cité de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 29 octobre 1901. 4109
[Première publication, 2 novembre 1901.]

against the said party collocated in this cause, in the office of the prothonotary of this court, at the village of Sweetsburg, in said district of Bedford, within fifteen days from the date of the first insertion of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, in the manner provided by law.

LEONARD & NOYES,
P. S. C.

J. C. McCORKILL,
Attorney for opposants en sous ordre. 4116

Licitation

Public notice is hereby given that, under a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twenty fifth day of June last (1901), in a cause in which Ellen *alias* Nanno McCartin, of the city of Saint Henry, in the said district, spinster, is Plaintiff; and Margaret McCartin, Mary McCartin, spinsters, and John McCartin, laborer, and Dame Bridget McCartin, wife of Patrick Murphy, all of the city and district of Montreal, and the said Patrick Murphy to authorize his said wife in the said cause, and in his quality of tutor to his minor children, Annie and Mary Murphy, issue of his marriage with the said Bridget McCartin, are Defendants; and John Meehan, of the said city of Montreal, stevedore, in his quality of testamentary executor to the estate of the late Patrick McCartin, in his lifetime of the said city of Montreal, carter, is *mis en cause*, ordering the licitation of the following immoveable property, to wit :

That certain lot of land situate and fronting on Young street, in the Saint Ann's ward, in the city of Montreal, and known and designated on the official plan and in the book of reference of said Saint Ann's ward, by the number fourteen hundred and seventy-two (1472)—with a block of houses built of brick and stone and outbuildings thereon erected.

The property above described will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, on MONDAY, the NINTH day of DECEMBER next, (1901), at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room, No. thirty-one (31), of the court house, in the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and that any opposition to, annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Attorneys for plaintiff.
Montreal, 29th October, 1901. 4110
[First published, 2nd November, 1901.]

**Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 44**

- ANNONCEURS : — Avis aux : —** Concernant avis, etc., 2071.
- BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : —**Assemblée législative, 2075 ; Conseil législatif, 2074.
- DEMANDE A LA LÉGISLATURE : —** Ernest E. Vipond, 2077 ; Percy Clare Du Boyce, 2077.
- Député élu : —** J. Cléophas Blouin, district électoral de Lévis, 2071.
- FAILLIS : —** Dme Delisle, 2097 ; Côté, 2098 ; Dufour & Lacombe, 2097 ; Gagnon, 2097 ; Garant, 2097 ; Genest, 2096 ; Girard, 2082 ; Landry, 2081 ; Montambeault *et al*, 2098 ; Maheu, 2081 ; Paré, 2082 ; Richard & Cie, 2082 ; Rioux, 2097 ; Saint-Laurent, 2082 ; Vézina & frère, 2098 ; Washington Building Trust Coy, 2097.
- LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : —** La Cie du téléphone St-Laurent, 2095 ; La Cie co-opérative de cigares de Montréal, 2078 ; La compagnie d'Imprimerie de Shawinigan Falls, 2077 ; Rougier Frère, 2073 ; The Imperial Syrup Coy, 2078 ; The St John's Straw Works, 2095 ; The Starke Cooperage Coy, 2072.
- LICITATIONS : —** Lupalisse vs Dme Laplante *et al*, 2084 ; Dlle McCartin vs McCartin *et al*, 2099 ; Dme Sénécal vs Sénécal *et al*, 2084 ; Mitchell *et al* vs Olds *et al*, 2083.
- MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT : —** De Joseph Simard & Eug. G. Simard à Wilfrid Joseph Proulx, 2073.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : Demande d'ériger en : —** Sainte-Marie de Guyon, comté de Pontiac, 2073.
- PROCLAMATION : —** Convocation des Chambres, 2072.
- RÈGLES DE COUR : —** Dme Turgeon vs Shannon, *ès qualité et al*, 2082 ; Angier vs Craig, 2098.
- SÉPARATIONS DE BIENS : —** Dmes Belec vs Belisle, 2079 ; Cadieux vs Girard, 2081 ; Clancy vs Farrell, 2080 ; Cull vs Martel, 2095 ; Dansereau vs Dansereau, 2081 ; Gohier vs Beaulieu, 2080 ; Heath vs Yertaw, 2081 ; Lanin vs Ledoux, 2079 ; Mattassar vs Poplinger, 2080 ; Poirier vs Choquette, 2080 ; Putney vs Webster, 2079 ; Weston vs Weyland, 2080 ; Welch vs Colburn, 2081.
- FERRÉS DE LA COURONNE : —** Avis de cancellation, etc : — Dufferin, 2094 ; Percé, 2094 ; Robitaille, 2094 ; Seigneurie de Pabos, 2094.
- VENTES PAR LES SHERIFS :**
- ARTHABASKA : —** Johnson vs Carroll, 2086.
- BEAUCE : —** Delle Mercier vs St. Hilaire, 2087.
- BEDFORD : —** Boisvert vs Lefebvre, 2087.
- GASPE : —** Robin *et al* vs Chouinard, 2088.
- MONTMAGNY : —** Bouffard vs Gonthier, 2089.
- MONTREAL : —** Lamothe *et al* vs Leveillé *et al*, 2089 ; La municipalité scolaire de Sainte-Cunégonde de Montréal vs Guerin, 2091 ; Laurence *et al* vs Manny, 2090 ; Menard vs Dme Lavoie, 2090 ; Ouimet vs Minogue, 2091.

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 44**

- ADVERTISERS : — Notice to : —** Respecting notices &c, 2071.
- PRIVATE BILLS, P. Q. : —** Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 2075 ; Legislative Council, 2074.
- APPLICATION TO THE LEGISLATURE : —** Ernest E. Vipond, 2048. ; Percy Clare Du Boyce, 2077.
- Member elected : —** J. Cléophas Blouin, electoral district of Lévis, 2071.
- INSOLVENTS : —** Dme Delisle, 2097 ; Côté, 2098 ; Dufour & Lacombe, 2097 ; Gagnon, 2097 ; Garant, 2097 ; Genest, 2096 ; Girard, 2082 ; Landry, 2081 ; Montambeault *et al*, 2098 ; Maheu, 2081 ; Paré, 2082 ; Richard & Co., 2082 ; Rioux, 2097 ; St Laurent, 2082 ; Vézina & Bro., 2098 ; Washington Building Trust Coy, 2097.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : —** La Cie du téléphone St-Laurent, 2099 ; La Cie co-opérative de cigares de Montréal, 2078 ; La Cie d'Imprimerie de Shawinigan Falls, 2077 ; Rougier Frère, 2073 ; The Imperial Syrup Coy, 2078 ; The St John's Straw Works, 2095 ; The Starke Cooperage Coy, 2072.
- LICITATIONS : —** Lupalisse vs Dme Laplante, *et al*, 2084 ; Dlle McCartin vs McCartin *et al*, 2099 ; Dme Sénécal vs Sénécal *et al*, 2084 ; Mitchell *et al* vs Olds *et al*, 2083.
- MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR TRANSFER : —** From Joseph Simard & Eug. G. Simard to Wilfrid Joseph Proulx, 2073.
- SCHOOL MUNICIPALITY : Application to erect in : —** Sainte Marie de Guyon, county of Pontiac, 2073.
- PROCLAMATION : —** Parliament convoked, 2072.
- RULES OF COURT : —** Dme Turgeon vs Shannon, *ès qualité et al*, 2082 ; Angier vs Craig, 2098.
- SEPARATIONS AS TO PROPERTY : —** Dmes Belec vs Belisle, 2079 ; Cadieux vs Girard, 2081 ; Clancy vs Farrell, 2080 ; Cull vs Martel, 2095 ; Dansereau vs Dansereau, 2081 ; Gohier vs Beaulieu, 2080 ; Heath vs Yertaw, 2081 ; Lanin vs Ledoux, 2079 ; Mattassar vs Poplinger, 2080 ; Poirier vs Choquette, 2080 ; Putney vs Webster, 2079 ; Weston vs Weyland, 2080 ; Welch vs Colburn, 2081.
- CROWN LANDS : —** Notice of cancellation, etc : — Dufferin, 2094 ; Percé, 2094 ; Robitaille, 2094 ; Seigniorie of Pabos, 2094.
- SHERIFF'S SALES :**
- ARTHABASKA : —** Johnson vs Carroll, 2086.
- BEAUCE : —** Delle Mercier vs St. Hilaire, 2087.
- BEDFORD : —** Boisvert vs Lefebvre, 2087.
- GASPÉ : —** Robin *et al* vs Chouinard, 2082.
- MONTMAGNY : —** Bouffard vs Gonthier, 2089.
- MONTREAL : —** Lamothe *et al* vs Leveillé *et al*, 2089 ; The school municipality of Sainte Cunégonde of Montreal vs Guerin, 2091 ; Laurence *et al* vs Manny, 2090 ; Menard vs Dme Lavoie, 2090 ; Ouimet vs Minogue, 2091.

PONTIAC :—Devlin vs Dolan, 2092.

QUÉBEC :—La city de Québec vs Falardeau, 2093 ; Paquet vs The Montreal Milling Coy, 2092 ; Patry vs Dme Canac dit Marquis, 2093.

SAINT-FRANÇOIS :—Hobson vs Dugrinier *et al*, 2093.

TROIS-RIVIÈRES :—Lamothe vs Smith, 2094.

PONTIAC :—Devlin vs Dolan, 2092.

QUEBEC :—The city of Quebec vs Falardeau, 2093 ; Paquet vs The Montreal Milling Coy, 2092 ; Patry vs Dme Canac dit Marquis, 2093.

SAINT FRANCIS :—Hobson vs Dugrinier *et al*, 2093.

THREE RIVERS :—Lamothe vs Smith, 2094.

